

TRANSITION(S) 2050

CHOISIR MAINTENANT
AGIR POUR LE CLIMAT

Feuilleton

Modes de vie

Analyse de la désirabilité,
de la faisabilité et des conditions
de réalisation des scénarios



Ce document est édité par l'ADEME

ADEME

20, avenue du Grésillé
BP 90406 | 49004 Angers Cedex 01

Retrouvez les scénarios ADEME en ligne sur www.transitions2050.ademe.fr

Crédits photo: Fotolia

Conception éditoriale et graphique: bearideas

Étude : Auxilia-Conseil pour le compte de l'ADEME

Pilotage et rédaction: Sarah Thiriot

Brochure réf. 011797

ISBN: 979-10-297-1956-1

Dépôt légal: © ADEME Éditions, mars 2022

Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite selon le Code de la propriété intellectuelle (art. L. 122-4) et constitue une contrefaçon réprimée par le Code pénal. Seules sont autorisées (art. 122-5) les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé de copiste et non destinées à une utilisation collective, ainsi que les analyses et courtes citations justifiées par le caractère critique, pédagogique ou d'information de l'œuvre à laquelle elles sont incorporées, sous réserve, toutefois, du respect des dispositions des articles L. 122-10 à L. 122-12 du même Code, relatives à la reproduction par reprographie.

Rappel des conclusions des premiers travaux

Ce feuilletton s'inscrit dans le travail de prospective énergie ressources « **Transition(s) 2050. Choisir maintenant. Agir pour le climat** » présenté le 30 novembre 2021 qui comprend les travaux initiaux et 14 feuillets dont la publication s'étend de janvier à mai 2022. L'ensemble des documents publiés est disponible sur www.transitions2050.ademe.fr.

Pour rappel, « Transition(s) 2050 » est un travail prospectif qui dessine quatre chemins « types » cohérents et contrastés pour conduire la France vers la neutralité carbone tout en intégrant une large palette d'enjeux environnementaux, tels que les différents usages de la biomasse, l'eau d'irrigation, la qualité de l'air, la gestion des déchets, la quantité de matériaux pour la rénovation ou construction, souvent peu représentés dans les travaux prospectifs. Ces scénarios ont pour ambition d'éclairer les débats pour accélérer les prises de décisions, en particulier celles sur la prochaine Stratégie française énergie-climat.

Les quatre scénarios aboutissent tous à la neutralité carbone mais avec des voies différentes. Avant tout, ils ont pour objectif de faire prendre conscience à

tout un chacun, quel que soit son niveau de responsabilité et d'implication dans la construction de ce cheminement, de la nature des transformations et des choix à faire.

Ils sont le résultat de plus de 2 ans de travaux mobilisant plus d'une centaine d'experts de l'ADEME ainsi que des partenaires extérieurs de différents milieux professionnels et académiques, mais également un comité scientifique, constitué de membres du conseil scientifique de l'Agence et complété de personnalités qualifiées.

Pour chaque scénario, l'ADEME a construit un récit cohérent, décliné dans chaque secteur technique, économique et social, au travers de variables structurantes. La description des scénarios couvre les secteurs du bâtiment, de la mobilité des voyageurs et du transport de marchandises, de l'alimentation, de l'agriculture, des forêts, de l'industrie, des déchets et des services énergétiques (fossiles, biocarburants, gaz, hydrogène, chaleur/froid et électricité). Les quatre scénarios et les mots clefs qui les caractérisent sont les suivants :

 <p>S1 GÉNÉRATION FRUGALE</p>	 <p>S2 COOPÉRATIONS TERRITORIALES</p>	 <p>S3 TECHNOLOGIES VERTES</p>	 <p>S4 PARI RÉPARATEUR</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Frugalité contrainte • Villes moyennes et zones rurales • Low-tech • Rénovation massive • Nouveaux indicateurs de prospérité • Localisme • Moins de viande 	<ul style="list-style-type: none"> • Modes de vie soutenables • Économie du partage • Gouvernance ouverte • Mobilité maîtrisée • Fiscalité environnementale • Coopérations entre territoires • Réindustrialisation ciblée 	<ul style="list-style-type: none"> • Technologies de décarbonation • Biomasse exploitée • Hydrogène • Consumérisme vert • Régulation minimale • Métropoles • Déconstruction/reconstruction 	<ul style="list-style-type: none"> • Consommation de masse • Étalement urbain • Technologies incertaines • Économie mondialisée • Intelligence artificielle • Captage du CO₂ dans l'air • Agriculture intensive

Par ailleurs, au-delà de neuf enseignements clés, **ce travail a fait émerger cinq problématiques à mettre en débat** :

- La sobriété : jusqu'où ?
- Peut-on s'appuyer uniquement sur les puits naturels de carbone pour atteindre la neutralité ?

- Qu'est-ce qu'un régime alimentaire durable ?
- Artificialisation, précarité, rénovation : une autre économie du bâtiment est-elle possible ?
- Vers un nouveau modèle industriel : la sobriété est-elle dommageable pour l'industrie française ?

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

HORIZONS

Feuilleton Modes de vie des scénarios de Transition(s) 2050

Analyse de la désirabilité, de la faisabilité
et des conditions de réalisation des scénarios

OBJECTIFS

Ce feuilleton « Modes de vie » explore les changements induits par les quatre scénarios prospectifs visant la neutralité carbone en 2050, conçus dans le cadre de la prospective « Transition(s) 2050. Choisir maintenant. Agir pour le climat » de l'ADEME. Elle a amené plusieurs ménages français à se projeter et à réagir sur la désirabilité, la faisabilité et les conditions de réalisation de chaque scénario.

L'originalité de l'étude est d'articuler méthodes d'enquête issues des sciences sociales et démarches de prospective. Analyser les transformations de la société qu'engendreraient chacun des 4 scénarios au prisme des « modes de vie » permet non seulement de s'intéresser aux pratiques des individus, aux significations qu'ils leur attribuent, mais également à les articuler aux opportunités techniques et au contexte socio-économique et institutionnel dans lequel elles s'inscrivent.

MÉTHODE

Les scénarios ont d'abord fait l'objet d'échanges avec des experts internes et externes à l'ADEME pour traduire les enjeux nationaux de réduction des émissions de gaz à effet de serre en problématiques concrètes, de la vie quotidienne, et décrivant quatre environnements matériels et institutionnels distincts. Pour chaque scénario, un récit a été élaboré, constitué d'un texte et d'illustrations de différents domaines (habitat, mobilité, travail, alimentation et santé, consommation, loisirs et tourisme). La présente étude s'étant déroulée en même temps que la construction des quatre scénarios, les récits présentés aux personnes enquêtées se sont parfois écartés des scénarios finaux, afin d'en faciliter l'appropriation. Néanmoins, cette étude a le mérite de présenter de manière simplifiée, contrastée et accessible les quatre types de société que dessinent les scénarios. Parallèlement, un protocole d'entretien

et une grille d'analyse ont été conçus pour permettre d'interviewer les ménages sur la désirabilité, la faisabilité et les conditions de réalisation de chaque scénario. **31 entretiens individuels de deux heures ont été réalisés**, présentant une grande diversité de caractéristiques socio-démographiques.

RÉSULTATS ET ENSEIGNEMENTS POUR L'ACTION PUBLIQUE

L'étude a permis de dégager des résultats propres à chaque scénario, permettant d'en explorer les contraintes autant que les bénéfices perçus avec le regard d'une diversité de citoyens. Elle nous renseigne également de manière transversale aux quatre scénarios. En effet, elle a permis de dégager des conditions et **des points de tensions divers, qui sont autant de points de vigilance et d'attention à investir pour construire la transition à l'horizon 2050**. Ces enseignements intéressent au premier plan l'action publique, dans la mesure où ils dessinent diverses conditions de faisabilité et de désirabilité des quatre scénarios. Ils intéressent également les cibles de l'ADEME que sont les citoyens, décideurs, organisations publiques comme privées, dans la mesure où celles-ci participent toutes de l'effort de projection et de décision afin d'engager la transition écologique.

LES RÉACTIONS AUX SCÉNARIOS: DES SYSTÈMES DE VALEUR SOUS-JACENTS

Scénario 1 – Génération frugale

Parfois envisagé comme une utopie, dans le sens d'un futur souhaitable mais difficilement atteignable, voire impossible à mettre en œuvre, S1 est néanmoins controversé. D'un côté,

les enquêtés mettent en exergue **de nouvelles formes de liens sociaux à inventer dans les modalités de prises de décision, relocalisées et portées par des collectifs**. De l'autre, ces nouvelles formes de prise de décision **sont appréhendées comme des formes de repli communautaire et ce au détriment de l'autonomie individuelle**. Les nouvelles pratiques de consommation partagée et collaborative liées au levier de la sobriété font l'objet d'une controverse : perçues comme vecteur de nouvelles formes d'entraide et de solidarité, elles sont également considérées comme liberticides et comme une régression dans les aspirations à la consommation individuelle et à la propriété. Cette tension reflète des valeurs assez distinctes, polarisées autour d'une approche du progrès de la société divergente : là où d'aucuns voient des pratiques faisables favorisant de nouvelles formes d'innovations sociales portées par les collectifs, les entreprises et les collectivités et dessinant une nouvelle forme de vivre ensemble, d'autres voient une régression de l'autonomie individuelle qui affecte profondément leurs modes de vie.

Scénario 2 – Coopérations territoriales

Les conditions collectives d'organisation de la vie sociale et économique (redéploiement des services publics dans les villes moyennes, notamment grâce à des hausses d'impôts) présentées dans ce scénario sont perçues très favorablement par les enquêtés. La transition, plus accompagnée par les institutions (et notamment par les collectivités locales) que celle du S1, **engendre une plus forte acceptation, y compris des pratiques de sobriété via la mutualisation (de lieux, véhicules ou objets)**. Comme dans S1, les pratiques de sobriété (de partage notamment) sont traversées par deux appréciations distinctes : synonymes de nouvelles valeurs, de pratiques porteuses d'un renouveau du lien social pour beaucoup, elles sont repoussées par ceux qui valorisent l'attachement à la propriété individuelle, mais également par ceux qui craignent les risques de mésusages ou d'indisponibilités des services partagés. Les outils de fiscalité sont tantôt perçus comme des outils conduisant à une austérité sur les budgets de consommation, tantôt comme des outils pour une meilleure équité sociale dans la conduite de la transition. Enfin, **la participation politique renouvelée est vue comme la voie pour construire une nouvelle forme de responsabilité collective et de nouveaux cadres d'action fondés sur des décisions collectives**. À l'inverse, dans quelques cas, elle peut être perçue comme un encadrement non nécessaire et contraignant, notamment dès lors qu'elle implique des choix restrictifs en matière de consommation.

Scénario 3 – Technologies vertes

La réception du S3 est marquée par les controverses et débats actuels. Bien qu'il propose une très forte optimisation environnementale des modes de production, **les risques de greenwashing sont souvent relevés par les enquêtés** : les

batteries des véhicules électriques, les difficultés du recyclage sont ainsi autant d'éléments régulièrement cités comme des exemples des impasses et insuffisances des technologies vertes pour répondre aux enjeux climatiques. Les solutions techniques, et les outils numériques notamment, sont perçus de manière ambivalente et divisent les enquêtés. D'un côté, ils mentionnent le risque de déshumanisation des rapports sociaux, de suppression d'emplois liée à la robotisation. Le déploiement du numérique renvoie également au risque d'une trop forte intrusion dans la vie quotidienne, voire d'un contrôle constant (suivi et limitation des consommations, y compris chez soi), ainsi qu'une méfiance à l'égard de la multiplication des données personnelles et plus encore de leur marchandisation, peu visible et peu maîtrisable par les consommateurs finaux. D'un autre côté, les outils connectés sont également perçus comme autant d'opportunités pour aider les citoyens à une meilleure maîtrise de leur consommation quotidienne et de leur empreinte carbone. Les tenants de la consommation individuelle voient donc dans ce scénario **un modèle garantissant la continuité de leurs modes de vie actuels**. Enfin, une attention particulière aux inégalités sociales est perceptible chez les réticents à ce scénario : le système de crédit carbone, comme la robotisation d'une partie des activités et la croissance du télétravail, sont appréhendés comme des vecteurs d'inégalités, entre des populations aisées en capacité de choisir leur localisation et leur consommation et pouvant, de surcroît, acheter des crédits aux plus précaires, et ces derniers qui se trouveraient contraints dans leurs consommations. Le système est ainsi considéré comme régressif pour les catégories les plus fragiles.

Scénario 4 – Pari réparateur

S4 peut être vu comme une continuité du S3 mais apparaît également aux enquêtés comme celui de la « science-fiction », plus précisément d'une dystopie futuriste, du fait des développements technologiques qu'il suppose. Si les consommations individuelles y sont maintenues, grâce à d'importants développements technologiques, les enquêtés apparaissent fortement frileux à l'égard de ce scénario. Cette frilosité s'exprime d'abord vis-à-vis des promesses techniques au cœur du scénario : captage et stockage carbone, voiture autonome, robotisation poussée, mais aussi production alimentaire en laboratoire sont vus comme peu matures et générateurs d'angoisse. En effet, **plusieurs répondants s'interrogent sur les impacts de ce scénario aux niveaux environnemental et social**. On retrouve chez eux l'idée que ces solutions technologiques seules ne sont pas en mesure d'apporter une réponse convaincante aux questions posées par le changement climatique, le scénario faisant penser à plus de pollutions et de déchets qu'à une diminution de ceux-ci. Quant aux risques sociaux, la poursuite de la métropolisation et la diminution de l'emploi au profit d'assistances numériques et robotisées sont assimilées à un risque de précarisation de certains emplois et d'augmentation des inégalités.

DES CONDITIONS COLLECTIVES POUR STRUCTURER ET PILOTER LA TRANSITION

Pour que les changements de modes de vie présentés dans les quatre scénarios soient adoptés par les individus, certaines conditions relevant de l'organisation sociale, et donc d'un destin collectif, sont récurrentes dans le discours des répondants. Afin que les transitions écologiques soient désirables et souhaitables, différentes conditions apparaissent nécessaires pour accompagner et soutenir la transition des modes de vie.

D'INDISPENSABLES INNOVATIONS DANS LES MODALITÉS DE RÉGULATION ET DE PILOTAGE DU VIVRE-ENSEMBLE: L'IMBRICATION DES ACTIONS INDIVIDUELLES DANS DES SYSTÈMES SOCIAUX, ÉCONOMIQUES ET INSTITUTIONNELS PLUS VASTES

L'exercice de projection des « modes de vie » dans les quatre scénarios révèle l'ampleur des efforts à engager, tant sur la production que sur la consommation. **Pour conduire à une transition écologique désirable et faisable, les efforts doivent être partagés entre les acteurs et ne pas reposer uniquement sur les citoyens.** Pour les répondants, il revient à l'État, et plus largement aux décideurs politiques, d'impulser les transformations à travers une volonté politique ambitieuse et ce, quels que soient les scénarios. Les entreprises dont les activités ont des impacts environnementaux plus importants que les ménages ont également un rôle à jouer. Plus spécifiquement, certains répondants considèrent que l'État doit d'abord aider les entreprises à réduire leurs impacts, quitte à taxer celles qui ne jouent pas le jeu.

L'enquête montre qu'un grand nombre de changements de pratiques implique des transformations collectives afin de se développer. Ainsi, il est plus difficile pour les enquêtés d'imaginer de nouvelles pratiques, dès lors que ces changements reposent sur des évolutions des infrastructures ou sur des changements profonds dits « de culture » ou de « mentalité ». C'est par exemple le cas de la mutualisation et de la location d'équipements (espace de vie dans la maison, usage partagé de véhicule ou d'outils de jardinage ou de bricolage...). En l'absence de règles partagées et d'accords sur les droits et devoirs de chacun, de telles pratiques apparaissent difficilement envisageables.

TROUVER UN ÉQUILIBRE ENTRE LIBERTÉ INDIVIDUELLE ET ASPIRATION COLLECTIVE FACE AUX OUTILS DE POLITIQUE PUBLIQUE: L'EXIGENCE DE JUSTICE SOCIALE ET LA TRANSPARENCE AU CŒUR DES ATTENTES

Face aux changements proposés dans les quatre scénarios, les répondants reconnaissent la nécessité d'agir pour l'intérêt du collectif, qui peut entrer en conflit avec les intérêts individuels et le besoin de liberté que certains d'entre-eux expriment. Pour ceux-là, les limites posées aux libertés individuelles doivent être finement adaptées aux situations, voire personnalisées. Au travers des quatre scénarios, plus qu'un attachement au consumérisme ou à une modernité qui tiendrait à l'usage des technologies, ce sont les horizons de l'organisation de la vie sociale, des collectifs, l'approche du vivre ensemble qui resurgissent derrière les adhésions ou réticences à certains scénarios.

Dans chaque scénario, des dispositifs d'action publique permettant d'atteindre la neutralité carbone sont avancés. Or, un système identique, décliné dans quatre sociétés différentes, donne lieu à des réactions variées selon les scénarios. Le système de quotas carbone, par exemple, peut tout à la fois être perçu comme liberticide au niveau individuel, mais salué par certains répondants comme juste, équitable et adaptable à la situation de chacun. Selon le scénario, il apparaît que ce ne sont pas les dispositifs en eux-mêmes qui sont discutés, mais leurs modalités opérationnelles de mise en œuvre.

UNE VOLONTÉ DE RENOUVELLEMENT DES FORMES DÉMOCRATIQUES ET DES MODALITÉS DE PARTICIPATION

La participation citoyenne apparaît comme un élément important de la transition. Bien que les répondants rapportent peu d'expérience personnelle de participation, le fait d'envisager un système dans lequel ils auraient moins la possibilité de s'exprimer entraîne des réactions très négatives. Même si les individus ne s'en saisissent pas forcément, il apparaît donc important pour eux de savoir qu'ils ont la possibilité de s'exprimer et de participer aux décisions qui les concernent s'ils le souhaitent. Ce constat plaide **en faveur d'une réflexion sur un système de délibération collective permettant à ceux qui sont impactés par un changement de faire entendre leurs voix et de prendre part aux décisions prises.** Compte tenu des tensions et des débats mis à jour autour de la liberté individuelle et de la justice sociale, de la redistribution et des principes qui présideraient aux dispositifs de régulation des pratiques de consommation comme de production, les répondants formulent des attentes de renouvellement des formes démocratiques. Des formes de démocratie directe, de délibération collective transparente et tenant compte des situations particulières sont citées comme moyens de co-définir et d'instaurer des mesures de limitation et de restriction qui soient acceptables pour les individus.

Ce sont les horizons de l'organisation de la vie sociale, des collectifs, l'approche du vivre ensemble qui resurgissent derrière les adhésions ou réticences à certains scénarios.

SOMMAIRE

Rappel des conclusions
des premiers travaux

3

Résumé exécutif

4

1. Objectifs, méthode
et limites de l'étude

8

2. Scénario 1
« Génération frugale » :
analyse synthétique

13

3. Scénario 2
« Coopérations
territoriales » :
analyse synthétique

17

4. Scénario 3
« Technologies vertes » :
analyse synthétique

21

5. Scénario 4
« Pari réparateur » :
analyse synthétique

25

6. Analyse transversale :
des conditions
collectives pour
structurer et piloter
la transition

29

7. Annexes

33

8. Références
bibliographiques

36

1. Objectifs, méthode et limites de l'étude

L'objectif de la présente étude est d'explorer les changements induits en termes de modes de vie par quatre scénarios prospectifs, réalisés par l'ADEME, permettant à la France d'atteindre la neutralité carbone en 2050. Elle a amené plusieurs ménages français à se projeter et à réagir sur la désirabilité, la faisabilité et les conditions de réalisation de chaque scénario.

L'originalité de cette étude est de confronter les scénarios prospectifs directement à la perception de citoyens, avec leurs aspirations individuelles et collectives, en les projetant dans les quatre sociétés scénarisées. Analyser les transformations de la société qu'engendrerait chacun des quatre scénarios au prisme des « modes de vie » permet non seulement de s'intéresser aux pratiques des individus, aux significations qu'ils leur attribuent, mais également à les réinscrire et les articuler aux opportunités techniques et au contexte socio-économique et institutionnel dans lequel elles s'inscrivent. Les sous-sections qui suivent précisent les objectifs de cette étude des « modes de vie » dans la prospective, la méthode ainsi que les limites à l'interprétation qu'elle suppose.

Le présent document est une synthèse d'un document plus complet à retrouver sur la Librairie ADEME.

1.1. Objectif : saisir les dynamiques sociales dans l'exercice Transition(s) 2050

Dans le cadre de Transition(s) 2050, cette étude a contribué à éclairer les transformations des « modes de vie » dans les quatre scénarios de l'ADEME¹ au fil du projet [1]. Elle s'inscrit dans un mouvement de développement des approches se saisissant du changement social dans les différents exercices de prospective environnementale (cf. notamment [2] et [3]).

Parmi les divers objectifs que peut revêtir une démarche d'exploration des changements socio-

économiques et institutionnels liés aux objectifs énergétiques et environnementaux, cette étude peut se résumer par les objectifs saillants suivants :

- alimenter les exercices technico-économiques avec des connaissances et des méthodes issues des sciences humaines et sociales, pour contribuer à renforcer la crédibilité des exercices de prospective. L'ambition est de contribuer à surmonter l'écueil classique de raisonner sans considérer les dynamiques de changement social (non seulement individuel, mais également collectif, organisationnel et institutionnel). En effet, les sphères « techniques » et « sociales » – quoique trop souvent considérées comme autonomes – sont intrinsèquement liées l'une à l'autre. Il est donc indispensable d'améliorer les manières de les penser ensemble dans les exercices de prospective ;
- contribuer à la mise en débat des exercices prospectifs. Passer d'un projet qui mobilise des expertises sectorielles à une démarche d'enquête sur les réactions des citoyens autour des grandes thématiques qui composent les modes de vie (se déplacer, consommer, se nourrir, travailler...) ² implique de penser des narrations pour chaque scénario, de s'extraire du seul langage technique. L'enjeu ici n'est pas que technique. Il est aussi d'ordre démocratique : il est nécessaire de redoubler d'efforts pour rendre accessibles les enjeux climatiques et environnementaux plus largement, afin que ces scénarios soient compréhensibles, discutables et qu'ils puissent être l'objet de réflexion individuelle et collective ainsi que l'objet de démarches de participation citoyenne et de délibération ;
- raisonner au-delà d'un « individu moyen », qui ne répond à aucune réalité d'observation sociologique. Pour cela, l'étude vise à embrasser une diversité des situations possibles en fonction d'une variété de profils de citoyens, afin d'explorer la perception de chaque scénario par les participants. Ceci permet, à partir d'une réflexion sur la transformation de leurs modes de vie et de leur environnement technique, social et politique, d'identifier les contraintes et les opportunités de transition écologique.

¹ Pour l'approche et la méthodologie générale à l'égard des dimensions « modes de vie », se reporter au chapitre 1.2. *Société, modes de vie, récits* du Rapport « Transition(s) 2050 » [1].

² Cf. Convention citoyenne pour le climat.

Cette étude vise à nourrir une réflexion non pas sur l'état de la société en 2050, mais **sur les chemins et les étapes pour parvenir aux horizons** que dessine chaque scénario. Pour cela, nous avons tenté de dépasser l'idée restrictive de « l'acceptabilité sociale » des modifications de nos modes de vie, pour décomposer différents aspects de réactions des citoyens, en déclinant trois dimensions : **la désirabilité, la faisabilité et les conditions de réalisation de chaque scénario**.

La désirabilité renvoie aux valeurs et aux motivations des enquêtés. La faisabilité, elle, renvoie aux possibilités concrètes, matérielles, économiques, qu'ont les citoyens interrogés d'adapter leurs pratiques quotidiennes dans chacun des scénarios. Ceci conduit également à identifier les contraintes et les difficultés qu'ils peuvent rencontrer à faire évoluer leurs modes de vie. Désirabilité et faisabilité sont les deux faces d'une même pièce et sont fortement liées dans les représentations et les pratiques sociales quotidiennes. Mais tenter de les distinguer à l'analyse permet de souligner ce qui relève des normes sociales et des valeurs et ce qui relève davantage de l'environnement socio-technique des citoyens. Cela permet *in fine* d'identifier, en creux, des solutions – souvent d'ordre plus collectives, organisationnelles, qu'individuelles – qui pourraient rendre possibles des changements de pratiques. Par exemple, on ne fait le projet de se passer d'une voiture thermique individuelle que si des alternatives offrant confiance, sécurité et disponibilité sont réunies.

Ensuite, chaque analyse revient sur les conditions de réalisation de chaque scénario. Sur la base des réactions des citoyens, ceci permet d'aborder les étapes et les engagements nécessaires pour que tout un chacun puisse se projeter, individuellement et collectivement, dans un avenir bas carbone souhaitable à l'horizon 2050. Ces conditions de réalisation visent à construire des solutions pour rendre les scénarios plus désirables et plus faisables aux yeux des enquêtés : elles sont de différents ordres, mais permettent d'envisager les pistes de dispositifs d'action publique, de mobilisation des acteurs économiques, sociaux et institutionnels pour parvenir à chaque scénario envisagé. Ces conditions dressent également un panorama des attentes politiques, des recommandations pour les décideurs publics, privés et pour tout acteur investi dans la transition écologique.

Cette décomposition permet également de raisonner, non plus seulement sur une approche centrée sur l'individu, mais sur les mécanismes collectifs de transformation de la société. L'encadré en page suivante, tiré du chapitre méthodologique du rapport complet [1], explique l'intérêt de passer par ces notions pour mieux appréhender les étapes, les choix et les chemins à parcourir à l'horizon 2050.

Analyser les dynamiques de société : désirabilité, faisabilité et conditions de réalisation

Pour comprendre les conditions de réalisation de chacun de ces scénarios, il importe de considérer ce qui participe à les rendre désirables/indésirables, faisables/infaisables aux yeux des citoyens.

Comme pour les résultats de la prospective « Paris change d'ère » [4] ou celle d'EPE [5], on peut considérer qu'il est possible de raisonner à partir de deux variables : d'une part l'adhésion à des valeurs pro-environnementales, d'autre part le caractère émissif en gaz à effet de serre ou non des pratiques quotidiennes. Mais pour comprendre le potentiel d'adhésion et d'engagement des citoyens dans l'un ou l'autre des scénarios, il est nécessaire de mettre en lumière plus finement les déterminants de ces deux variables. En effet, ni les valeurs, ni les pratiques ne sont des éléments indépendants que chaque individu serait en mesure de fixer lui-même.

Au contraire, ces deux variables relèvent d'une imbrication complexe mêlant, au niveau des individus, des perceptions et des contraintes matérielles ou encore une circulation des idées politiques à un niveau plus structurel. Pour le dire autrement, au-delà du seul prisme individuel, les individus sont pris dans des structures sociales qui rendent la transition de leurs pratiques tantôt aisée, tantôt difficile, voire impossible.

À ce niveau plus vaste, qui structure largement les « modes de vie », ce sont alors d'autres éléments qu'il s'agit de capter pour tester les conditions de réalisation des scénarios auprès d'une diversité de profils, l'adhésion ou la réticence des participants. Pour comprendre les conséquences potentielles de ces scénarios sur une diversité de profils, et entrevoir les conditions de réalisation de ceux-ci, le dispositif d'enquête a couvert différents champs d'analyse encastrés les uns dans les autres :

- cette enquête a projeté les participants dans les différents scénarios en 2050 afin de recueillir des données sur **les contraintes et opportunités maté-**

rielles, économiques et sociales que les individus rencontrent dans chaque scénario. Celles-ci sont liées aux revenus disponibles, à la présence de transports en commun, à la situation de propriétaires ou de locataires, à la situation familiale, etc. Pour approcher la diversité des participants, leur recrutement comme le protocole d'enquête ont prêté attention à l'état de leurs opinions en matière de changement climatique, à leurs positions politiques, à leurs aspirations et aux valeurs qu'ils prônent ;

- dans chaque scénario, le protocole d'enquête a été attentif **aux infrastructures techniques qui distribuent des ressources et cristallisent des formes d'organisation à moyen et long terme**, tels que les réseaux numériques, de production d'énergie ou de transports. Ces infrastructures cadrent lourdement les modes de production mais également les pratiques des individus et pèsent donc favorablement ou défavorablement dans la transition vers des pratiques plus vertueuses. À ce titre, l'enquête a cherché à recueillir les représentations des participants, selon qu'ils habitent de grands centres urbains, des villes moyennes ou des zones plus rurales ;
- enfin, le dispositif a prêté attention **aux formes de régulation politique et économique envisageables pour réduire ou atténuer ces fractures** : par exemple, politiques et outils de soutien à certains secteurs, fiscalité, politique redistributive ou réglementation. Les dispositifs de soutien au développement de pratiques plus vertueuses, tous secteurs et individus confondus (réglementation pour la structuration des filières de réemploi, dispositif de soutien aux pratiques de rénovation des bâtiments, etc.) sont envisagés comme des données d'entrées du protocole. L'objectif est de recueillir les points de vue des participants sur les transformations politiques et économiques sous-jacentes à chacun des quatre scénarios.

1.2. Méthodologie d'enquête

1.2.1. Une enquête qualitative auprès d'une diversité de citoyens

Pour analyser la désirabilité, la faisabilité et les conditions de réalisation des scénarios de neutralité carbone établis à l'horizon 2050 par l'ADEME, 31 entretiens individuels de deux heures ont été réalisés à distance, en visioconférence, avec des Français aux profils variés. Il s'agit donc d'une enquête fondée sur une méthodologie qualitative. Cette méthode d'entretiens individuels a été retenue car elle permet de :

- comprendre en profondeur, à partir des discours des individus, les logiques qui expliquent leurs pratiques ;
- faciliter la projection des individus en toute confiance et sans biais lié à des effets de groupe ;
- mesurer des écarts et identifier des changements entre une situation actuelle et les situations futures décrites dans des scénarios ;
- enquêter auprès d'une diversité de profils, en adaptant la posture d'enquêteur à la culture et aux compétences du répondant.

En conséquence, les 31 entretiens individuels ont été réalisés dans l'Hexagone et reflètent une diversité de situations géographiques et économiques, de catégories socio-professionnelles, de préoccupations environnementales, comme le montrent les deux figures suivantes.

Figure 1 Carte des départements d'habitation des 31 répondants

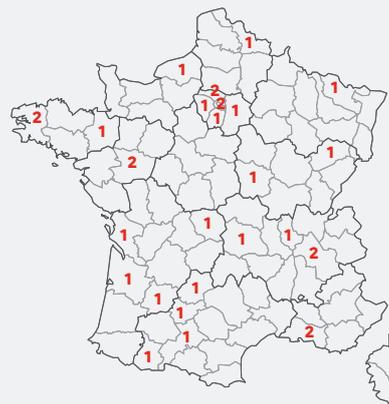


Figure 2 Diversité des enquêtés interrogés dans l'étude

Sexe

- 15 femmes
- 16 hommes

Âge

- 6 personnes de moins de 30 ans
- 6 personnes âgées de 30 à 39 ans
- 4 personnes âgées de 40 à 49 ans
- 7 personnes âgées de 50 à 59 ans
- 8 personnes âgées de 60 et plus

Activité

- 3 demandeurs d'emploi
- 3 étudiants
- 1 personne inactive
- 6 retraités
- 18 personnes en activités

Parmi les 18 actifs

- 1 agriculteur exploitant
- 2 artisans, commerçants et chefs d'entreprise
- 3 cadres et professions intellectuelles supérieures
- 5 employés
- 3 ouvriers
- 4 professions intermédiaires

Habitat

- 7 locataires d'un appartement dans un immeuble collectif
- 4 locataires d'une maison individuelle
- 3 propriétaires d'un appartement dans un immeuble collectif
- 15 propriétaires d'une maison individuelle
- 2 personnes logées à titre gratuit

Structure familiale

- 1 personne en colocation
- 10 personnes en couple avec enfant(s)
- 8 personnes en couple sans enfant
- 3 personnes seules avec enfant(s)
- 9 personnes seules sans enfant

Type de territoire d'habitation

- 10 personnes qui habitent dans les communes rurales
- 5 personnes dans des unités de moins de 10 000 habitants
- 3 personnes dans des unités de 10 000 à 99 999 habitants
- 8 personnes dans des unités de 100 000 à 1 999 999 habitants
- 5 personnes dans l'unité urbaine de Paris

Usage de l'avion

- 8 personnes qui prennent l'avion au moins deux fois par an (dont 4 à 5 fois par an)
- 8 personnes qui prennent l'avion une fois par an
- 10 personnes qui prennent l'avion moins souvent
- 5 personnes qui ne prennent jamais l'avion

Question la plus importante pour la France

- 6 personnes qui ont dit l'environnement
- 6 personnes qui ont dit la santé publique
- 4 personnes qui ont dit l'emploi
- 4 personnes qui ont dit l'immigration
- 2 personnes qui ont dit l'éducation et la recherche

- 2 personnes qui ont dit la sécurité des biens et des personnes
- 2 personnes qui ont dit les déficits publics et les dettes de l'État
- 3 personnes qui ont dit les inégalités
- 1 personne qui a dit le logement
- 1 personne qui a dit les impôts et les taxes

Note de l'environnement en tant que préoccupation

- 1 personne qui a donné une note basse comprise entre 1 et 3 sur 10
- 11 personnes qui ont donné une note moyenne comprise entre 4 et 7 sur 10
- 19 personnes qui ont donné une note haute comprise entre 8 et 10 sur 10

1.2.2. Une enquête pour explorer les modes de vie dans les scénarios Transition(s) 2050

La mise en place de l'enquête a nécessité différentes étapes pour traduire les travaux sur les quatre scénarios, en des « récits », des « narratifs », permettant de dresser, pour chaque scénario, un environnement matériel et organisationnel (formes des paysages, transformation des territoires, modes de gouvernance...) qui ont été soumis à chacun des enquêtés. Pour parvenir à ces traductions, différentes étapes ont été nécessaires :

1. une prise de connaissance détaillée des scénarios de neutralité carbone produits par l'ADEME (alors qu'ils étaient en cours de construction et de consolidation – courant 2021) ;
2. un état de l'art d'études prospectives sur les différents champs de la société (travail, tourisme et loisirs, habitat, consommation, alimentation, santé et activités sociales) ;
3. des entretiens croisés avec des experts de domaines spécifiques, internes et externes à l'ADEME ;
4. un atelier prospectif pour définir les environnements matériels et organisationnels ainsi que les modalités du vivre ensemble dans les quatre scénarios définis par l'ADEME.

Parallèlement à l'élaboration de récits, un protocole d'entretien ainsi qu'une grille d'analyse ont été conçus pour permettre d'interviewer les ménages sur la désirabilité, la faisabilité et les conditions de réalisation de chaque scénario. Le dispositif s'appuie donc sur les méthodes issues des sciences humaines et sociales, de la prospective, mais aussi du design : afin de projeter les enquêtés dans les quatre sociétés scénarisées, les récits ont été complétés d'illustrations, représentant des scènes de vie, des objets techniques du quotidien, les infrastructures énergétiques, le développement urbain et les paysages qu'ils dessinent.

1.2.3. Nature des résultats et limites de leur interprétation et de leur usage

Cette étude exploratoire inédite a permis d'articuler des données technico-économiques avec des dynamiques sociales pour explorer les différents chemins construits dans l'exercice « Transition(s) 2050 », et pour mieux comprendre les freins et les leviers vers ces futurs possibles. Néanmoins, elle présente des limites à avoir en tête à la lecture des résultats.

Une première précaution concerne la nature des récits des scénarios : ces récits partent des éléments définis par l'ADEME, mais diffèrent quelque peu des scénarios définitifs de l'ADEME et ce pour deux raisons :

- d'abord, la présente étude s'est déroulée en même temps que la construction des quatre scénarios par l'ADEME. Les grands principes de chacun d'eux étaient posés ainsi que de premiers chiffres clés en termes de logements neufs, de consommation énergétique ou encore de déplacements, mais de nombreuses données étaient encore en cours d'élaboration. Les noms de scénarios eux-mêmes n'étaient pas définis ;
- ensuite, il était nécessaire pour les besoins de l'enquête de décliner les scénarios techniques en éléments appropriables pour décrire des styles de société. De ce fait, les récits de cette étude vont plus loin en imaginant certaines configurations, en matière de climat social et de dispositifs mis en œuvre pour inciter, encadrer ou accompagner le développement de certaines pratiques. Ces éléments ont été choisis afin de montrer dans chacun des scénarios un nombre équivalent de contreparties – négatives comme positives. Ces prolongements étaient indispensables pour pouvoir présenter des scénarios distincts en termes de modes de vie pour l'enquête et pour interroger les individus sur les conditions sociales, économiques et institutionnelles dans lesquelles ils seraient prêts à adopter lesdits scénarios. Les résumés des récits mis en place à l'occasion de l'étude contiennent donc des éléments supplémentaires par rapport aux scénarios ADEME (mis en exergue dans les récits visibles en annexe).

Cette étude a néanmoins le mérite de présenter de manière simplifiée, contrastée et accessible les quatre types de société que dessinent les scénarios.

Une deuxième précaution concerne l'interprétation de cette étude. Elle s'appuie sur des méthodologies qualitatives, en interrogeant 31 personnes au cours d'un entretien concernant chacun des scénarios. L'étude ne permet pas de conclure à des profilages. La représentativité statistique n'a pas été recherchée, mais la diversité des profils des personnes enquêtées permet de représenter des personnes d'âge, de sexe, de catégorie socio-professionnelle, de situation géographique et économique très variées. **Sa force est plutôt de rendre compte des systèmes de pensée, des valeurs, des représentations et des contraintes propres à une diversité de citoyens.** Ensuite, une telle méthode n'a pas vocation à **exposer une préférence des Français pour tel ou tel scénario.** Il n'en reste pas moins que cette enquête propose un travail inédit pour explorer les transformations des modes de vie qu'impliqueraient les quatre grands scénarios. Elle participe à construire une connaissance sur ces enjeux multiples de transformation de la société, tout en testant de nouvelles méthodologies à la croisée entre méthodologie des sciences sociales et prospective.

2. Scénario 1 « Génération frugale » : analyse synthétique

2.1. Analyse de la désirabilité et de la faisabilité du scénario

Relevant presque de l'utopie, dans le sens d'un futur souhaitable mais difficilement atteignable, voire impossible à mettre en œuvre, les répondants qui apprécient le plus ce scénario retiennent **principalement que la vie des individus s'y organise autour du partage (habitat partagé, covoiturage) et de la solidarité (entraide, cocon), à une échelle locale et avec une forte connexion à la nature** : « Ça permettrait, au niveau de l'environnement, ou même au niveau de l'organisation de la société, au niveau social, d'avoir plus d'harmonie » (entretien 5). À l'inverse, les plus réfractaires à ce scénario y voient le risque d'une atteinte aux libertés individuelles et évoquent des systèmes totalitaires : « On dirait qu'on est au temps de l'URSS » (entretien 14).

L'expression de « retour en arrière » employée par plusieurs enquêtés et les connotations qui lui sont données reflètent cet écart : certains voient dans ce scénario une occasion de pondérer les tendances de notre société, par exemple celle du développement constant des innovations technologiques, au profit d'une substitution par des *low-tech*. Pour ces répondants, cette prise de recul face au développement actuel de nos modes de vie se fait au profit de l'innovation sociale, dans le développement de pratiques collectives et d'organisation de la société plus respectueuses des êtres vivants, humains compris ; d'autres le considèrent comme une régression, un recul de la liberté d'agir, principalement de consommer et de se déplacer. Par exemple, le développement de pratiques de partage (d'outils, d'espace) apprécié par la majorité des répondants, conduit à des réactions de rejet de la part de ceux qui préfèrent la propriété individuelle des biens et qui n'imaginent pas s'en passer.

Entre les répondants qui apprécient le scénario et, à l'opposé, ceux qui le rejettent, ce sont **deux visions du monde qui semblent se percuter. Les premiers y retrouvent les valeurs de solidarité, de liens forts entretenus dans les territoires, d'entraide et de « faire ensemble » qui leur sont chères, quand les seconds sont désarçonnés face à un recul des valeurs centrées sur l'individu (à travers la moindre place accordée à la propriété privée et à la possession d'objets, ou encore la capacité de prendre des décisions pour soi et sa famille dans tous les domaines de la vie et de la société).**

Quant aux territoires, les répondants se projettent davantage habitant à la campagne pour bénéficier d'un cadre de vie qui offre une proximité avec la nature et qui limite les nuisances associées à la ville (bruit, pollution, densité). Outre ceux qui habitent déjà à la campagne et s'inscriraient donc dans une continuité de leur lieu résidentiel, plusieurs urbains (villes moyennes et grandes villes) déclarent vouloir déménager à la campagne s'ils vivaient dans un tel type de société. Ils y voient en effet la possibilité d'une plus grande proximité avec leur famille et leur travail, si tant est qu'il soit possible d'y travailler. Les répondants qui privilégient la ville moyenne ou grande considèrent que, dans ce scénario, les villes sont plus vivables, plus vertes, plus aérées et que le rythme de vie s'y est apaisé : « Dans cette société-là, peut-être que la vie en ville ne serait pas aussi stressante que maintenant » (entretien 4).

Parmi les changements déclarés comme les moins désirables et faisables par les répondants, on trouve aussi les changements qui relèvent de limitations, avec en tête le système de quotas carbone individuels (présenté dans le récit comme un droit individuel d'émissions de gaz à effet de serre), mais aussi le fait de moins partir en vacances et de moins manger d'aliments importés, autant de changements perçus comme des entraves à la liberté de chacun.

Les répondants qui se déplacent régulièrement en avion sont les plus concernés. Certains n'envisagent pas du tout de moins partir en vacances, d'autres sont dans une posture de refus de réduire le nombre de kilomètres parcourus ou de ne pas se rendre dans des pays étrangers. Ils cherchent des stratégies adaptées à la société décrite pour continuer de se déplacer pour des raisons touristiques, comme par exemple le fait de prendre le train plutôt que l'avion ou la voiture, ou encore de partir moins loin mais plus souvent. Cette dernière alternative est soumise à la condition que beaucoup d'activités (culture, sport, loisirs...) soient proposées dans les lieux touristiques proches de chez soi.

La désirabilité de telles mesures renvoie à des possibilités individuelles (souhait de poursuivre ses pratiques actuelles, de ne pas être contraint), mais également à des dimensions collectives. Le système

de quotas carbone individuels par exemple est perçu comme risqué en ce qu'il pourrait être générateur d'inégalités sociales, ou pourrait prolonger les inégalités socio-économiques existantes : « *Si moi je gagne 3 000 et que mon voisin gagne 4 000, c'est comme un système de quotas. On y peut rien, c'est comme ça. Mais apparemment c'est pas une société si idéale que ça si on y met des quotas. Ce n'est pas la liberté pour tout le monde* » (entretien 12). À travers le système de quotas, les répondants ont également peur de rencontrer des difficultés pour voir leurs proches qui habitent loin, voire à l'étranger.

Néanmoins, la majeure partie des changements induits par le scénario 1 semble faisable pour les répondants, dans le sens où ils rendent compte de tendances déjà en cours. Cela est d'autant plus vrai pour les répondants qui ont déjà commencé à faire évoluer leurs pratiques au quotidien. C'est particulièrement le cas des pratiques de sobriété, dans le sens d'une réduction de la consommation : faire attention à sa consommation d'énergie, utiliser les transports en commun ou les modes actifs plutôt que la voiture, manger moins de protéines animales, réduire sa consommation de biens neufs ou encore produire une partie de ses légumes ou les acheter localement.

En revanche, les changements de pratiques jugés les moins faisables concernent le partage et la mutualisation (partage de véhicules et d'objets, espace voire habitat partagé). Si elles se développent en France ces dernières années, elles restent minoritaires et ne s'avèrent pas toujours possibles, les infrastructures et les équipements n'étant pas toujours disponibles ou situés à proximité des lieux d'habitation.

- Pour le partage d'objets, un répondant rend compte de frein au développement de ce type de pratiques pour les individus : « *Aujourd'hui il y a une gêne à aller emprunter au voisin mais si ça devient une norme, je trouverais ça très bien* » (entretien 14). En proposant de se projeter dans ce scénario, **une pratique qui n'apparaît pas faisable intuitivement renvoie non pas à un rejet de cette pratique, mais au fait que les conditions collectives ne semblent pas réunies pour la mettre en place.** Dans ce cas, ce sont les conditions pour faire exister ce type d'interactions et d'échanges qui sont à déployer. Par exemple, des solutions de services d'emprunt, de location, soutenues par les collectivités locales, portées par des organisations publiques ou privées, seraient à même de faire l'intermédiation, de réguler les échanges, de donner envie et confiance dans l'essai de telles pratiques de mutualisation.
- Pour le partage de certaines pièces ou espaces extérieurs au logement par exemple, les répondants évoquent des conditions bien spécifiques en matière d'espace (notamment un nombre de

mètres carrés minimum dédiés aux espaces personnels des ménages, offrant confort et autonomie en parallèle des espaces partagés), des règles de vie communes (les notions de confiance et de respect sont largement mises en avant par les répondants) et des liens sociaux resserrés (plus on est proche des gens, plus il est facile d'imaginer de partager des espaces communs).

2.2. Analyse des conditions de réalisation du scénario

Pour ceux qui imaginent ce scénario advenir rapidement, il présente des dispositifs déjà existants ou relativement simples à mettre en place (troc, partage, réparation, pistes cyclables), ne nécessitant pas de développer des infrastructures lourdes ou d'investissements importants : « *Il n'y a pas beaucoup de changements, à part les voitures électriques, développer tout ce qui est produits partagés, développer peut-être ce qui est de seconde main, c'est quelque chose qui peut être vite fait* » (entretien 31). Les autres jugent cette société trop utopique pour être probable, en ce qu'elle implique des changements de « *mentalité* », de « *culture* » et de modèle économique global trop complexes : « *Je pense qu'on ne tend pas à ça. Tant que les mentalités n'auront pas changé sur ce sujet-là, rien ne bougera malheureusement* » (entretien 28).

Lorsque l'on regarde de près les conditions de réalisation citées par les répondants concernant le scénario 1, on observe **deux couples distincts d'opposition en termes de changement social et de gouvernance de la transition écologique : le premier autour des institutions/société civile ; le second autour du couple national/local.**

- **Institutions/société civile** : d'un côté, des répondants pensent que cette société n'est possible qu'à la condition que des décisions fortes soient prises par les dirigeants politiques, qui encadreraient voire imposeraient certaines évolutions concernant les modes de vie des individus et les pratiques des entreprises. D'un autre côté, certains estiment que le scénario 1 n'est possible que par une impulsion forte des citoyens eux-mêmes. On retrouve ainsi deux approches des dynamiques de changement social : dans un cas, le champ politique prévaut dans la constitution d'une nouvelle norme sociale ; dans l'autre, le renouvellement des normes et des aspirations se constitue dans la société civile. Au-delà de cette distinction, différentes pistes sont exposées pour articuler le rôle des différents acteurs : la transition peut se faire de manière institutionnalisée avec un accompagnement des collectivités locales (démocratie participative, fourniture de services de réparation, aides à l'installation de petits commerces...), avec le concours des associations

et de manière plus informelle par les individus eux-mêmes. Ces derniers peuvent agir en petits groupes avec par exemple la création d'habitats communautaires, ou de manière plus individuelle dans des logiques de changement de cadre de vie et de métier. La dichotomie entre ces deux visions (décision politique globale *versus* mouvement citoyen plus localisé) semble venir d'une différence de représentation de la capacité des individus mais aussi de toute la société à changer. **Quand les premiers estiment que les individus et les entreprises ne changeront de mode de vie ou de production que s'ils y sont obligés, les seconds pensent que ce scénario fait écho aux mouvements de transition déjà en œuvre, qu'il s'agit d'accompagner et de soutenir clairement.** Par ailleurs, il est notable que, quelle que soit la dynamique de changement citée, les entreprises sont vues comme des acteurs qui suivent (voire subissent) le mouvement de transition écologique. Dans cette logique, l'État doit d'abord inciter les entreprises à changer leurs modes de production *via* un encadrement réglementaire et des incitations financières, puis taxer les acteurs économiques qui ne jouent pas le jeu dans un second temps.

- **National/local :** à l'échelle nationale, le scénario 1 est vu comme possible si le gouvernement le décide et l'impose. Il s'agit de prioriser les investissements, par exemple sur le plan de la relocalisation de l'économie et de la production, et d'accompagner les collectivités locales dans leur transition. À l'échelle territoriale, les collectivités locales sont attendues pour accompagner la société civile. Les « villes en transition » et les petites villes qui (re)dynamisent leur centre-ville sont citées en exemple. Un répondant rend particulièrement compte de la centralité des échelons locaux dans ce scénario : « *La collectivité locale va avoir de l'importance pour structurer son territoire, mais à plus petite échelle, notamment sur l'affectation de certains espaces, de certains bâtiments, sur des infrastructures, mais beaucoup plus légères (donc tout ce qui va être chemins piétons, pistes cyclables). Le fait d'accompagner des structures "communautaires": faciliter leur mise en place, leur donner peut-être des moyens de s'organiser... La réussite de la transfor-*

mation va dépendre de l'accompagnement des collectivités locales dans cette compréhension du changement » (entretien 13). À noter que plusieurs répondants soulignent particulièrement dans ce scénario un point de rupture entre les décisions étatiques et les décisions locales. Ils parlent d'une « **relocalisation de la politique** » et de « **municipalisme** ».

Les **mesures fiscales** sont aussi citées régulièrement par les répondants. Elles prennent avant tout la forme d'incitations financières, avec une aide de l'État pour l'achat et l'installation de panneaux photovoltaïques, une aide économique pour les entreprises qui se développent à l'échelle locale (subventions pour réparer les appareils et pour soutenir les petits agriculteurs locaux), une aide financière pour payer l'électricité pour ceux qui télétravaillent en journée, un soutien financier des projets de quartier, des associations, des ONG ou encore une augmentation des prix des transports les plus polluants par la mise en place de taxe carbone. Sur ce dernier point, un répondant insiste sur la nécessité de mettre en œuvre les offres de déplacement partagées et alternatives avant de taxer les transports, pour plus d'équité sociale : « *La taxe doit être la cerise sur le gâteau une fois qu'on a tout mis en œuvre pour que les gens aient d'autres possibilités. Et s'ils ne veulent toujours pas autre chose, on leur fait payer le fait qu'ils continuent de choisir de se déplacer. Mais si on commence par leur faire payer, c'est créer de nouvelles inégalités » (entretien 7).*

La **fourniture de services** est également envisagée comme une condition centrale de réalisation du scénario 1. Portée principalement par les entreprises, elle doit porter particulièrement sur l'augmentation de la capacité des véhicules électriques en nombre de kilomètres parcourus sans avoir à recharger la batterie, le développement des transports doux et des énergies renouvelables, la rénovation des espaces vacants en vue de leur affectation en résidences principales. Enfin, le développement de technologies doit permettre aux individus de collaborer et de s'entraider pour réduire la consommation.

2.3. Infographie du scénario « Génération frugale »

SCENARIO 1 Génération frugale

SCENARIO 2

SCENARIO 3

SCENARIO 4

[panel de 31 répondants]

DÉSIRABILITÉ

Points de divergence entre les répondants



■ mots positifs ■ mots ambivalents ■ mots négatifs

FAISABILITÉ

Changements déjà tendanciels ou jugés faisables



- Faire attention à la **consommation énergétique** au domicile
- Produire **ses légumes** soi-même ou acheter local
- Manger **moins de protéines animales**

Changements qui divisent ou jugés peu faisables



- Partager des **pièces et des espaces communs**
- Utiliser un **système de quotas carbone**
- Moins manger d'**aliments venant d'autres pays** (café, chocolat, etc.)

CONDITIONS DE RÉALISATION

Le scénario est possible si...



L'Etat impulse et soutient la transformation des modes de vie...



... et si **la société civile** se mobilise



Les collectivités locales se mobilisent et sensibilisent les citoyens



Les entreprises suivent et appliquent les décisions de l'Etat



Les associations en faveur de la transition écologique se développent

Principales mesures/actions citées

Etat :

- Plan de relocalisation de l'industrie
- Accompagnement des collectivités locales dans leur transition
- Incitations, réglementations et taxes à l'attention des entreprises
- Aides publiques financières à l'attention des individus (ex : installation de panneaux solaires)
- Système de quotas carbone

Collectivités locales :

- Démarches de démocratie participative et d'accompagnement au changement

#ADEME MODES DE VIE



3. Scénario 2 « Coopérations territoriales » : analyse synthétique

3.1. Analyse de la désirabilité et de la faisabilité du scénario

Ce scénario propose une réduction de la consommation à laquelle les répondants sont globalement favorables (hormis ceux qui sont attachés à la consommation individuelle, comme pour le scénario « Génération frugale »). Appréhendée comme le cœur de ce scénario de société, la notion de partage rend le scénario désirable pour la plupart des personnes enquêtées.

- Par-delà l'idée de **partager des lieux et des objets, le partage est entendu en un sens plus large** : il relève aussi de l'idée, conçue positivement, de payer plus d'impôts pour permettre la réduction des inégalités sociales par exemple, rendant ici compte d'une forme de **solidarité fiscale** : « *Si c'est à un prix raisonnable, tant que j'ai des contreparties, des services de proximité, un hôpital, une école et des transports, oui ça vaut le coup* » (entretien 25). Le partage est **également entendu au sens de la répartition du pouvoir politique, avec en ligne de mire la démocratie participative qui permet de bâtir le lien social**.
- Du fait de ces conditions collectives, le récit du type de société que dresse le scénario 2 et les transformations des modes de vie qui y sont proposées **génèrent une plus forte acceptation par les enquêtés que dans le scénario « Génération frugale », par exemple des pratiques de partage (de lieux, de véhicules et d'objets)**. Comme pour le scénario « Génération frugale », c'est une dimension qui intrigue : « *Vous avez parlé de garages partagés tous ensemble, je trouve l'idée bien. Je n'y aurais pas pensé, mais oui* » (entretien 31).

Ce scénario peut néanmoins apparaître comme source de **contraintes redoutables** : l'effort de mise en commun avec les solutions de partage d'objets, de solutions de mobilité ; de mutualisation de bâtiments peut rebuter les plus attachés à la propriété de leurs biens et à la flexibilité et disponibilité qu'elle permet. De même, la pression fiscale, comme les nouvelles formes d'encadrement liées au développement de nouvelles modalités de participation politique peuvent apparaître étouffantes.

Projetés dans ce scénario, les répondants se voient davantage habiter dans les villes moyennes et à la campagne, là où se trouve l'emploi, mais aussi pour

la possibilité de bénéficier d'un cadre de vie entouré de nature. Même les répondants qui habitent aujourd'hui dans les grandes villes se verraient changer de cadre de vie, au profit de zones moins denses. Ils y voient la possibilité de rapprocher le domicile et le lieu de travail, voire de télétravailler, de davantage rencontrer leurs proches et de réaliser plus d'activités sociales sur un même territoire : « *Tout se passe localement, que ce soit avec ses voisins, avec sa ville. Le travail est à proximité* » (entretien 13).

La mise en place du scénario « Coopérations territoriales » semble **faisable, aux échelles individuelles et collectives, dans la mesure où il prolonge des tendances déjà à l'œuvre**. C'est le cas par exemple de l'attention à la consommation énergétique au domicile, de la réduction de la consommation de protéines animales, ou encore de la réduction de la consommation de biens manufacturés.

En revanche, certains changements de pratiques sont jugés comme **plus difficiles à atteindre, à la fois parce qu'ils touchent à la représentation de la liberté et du plaisir individuel, mais aussi parce qu'ils ne disposent pas de conditions techniques ou institutionnelles pour être mis en œuvre et adoptés quotidiennement**. Il s'agit notamment des éléments suivants :

- de moins ou ne plus prendre l'avion. Certains répondants veulent avoir le choix, quitte à payer plus cher les billets ou à être limité. En revanche, ils ne souhaitent pas que les vols soient interdits. Des alternatives efficaces (bateau, train) et une refonte du tourisme, plus local, sont évoqués par certains répondants comme solution pour transformer leurs pratiques de vacances ;
- de partager des espaces communs (buanderies, garages, jardins). Les conditions évoquées portent sur le choix des personnes avec qui cohabiter (famille proche, personnes de confiance) et sur l'élaboration de règles sur lesquelles s'entendre et le type de pièces à partager. Les réfractaires mettent surtout en exergue l'important arsenal de dispositifs pour transformer les pratiques et un risque d'enfermement en communautés « d'entre soi » : « *C'est pas quelque chose que j'envisage. Je pense qu'il faudrait le faire avec des personnes « choisies ».*

On serait dans une sorte d'utopie de vie et j'ai un petit peu peur de ça, [...] même si c'est peut-être une idée intéressante sur le papier, mais la mise en place me paraît compliquée » (entretien 9) ;

- de ne plus posséder de voiture individuelle pour en mutualiser l'usage : « Ce serait idéal, mais encore une fois, je pense que ça peut créer des conflits » (entretien 23). Cette personne évoque ici les risques liés à une mauvaise utilisation d'un véhicule par un utilisateur (saletés, accidents, retour de la voiture en retard...). Face à ces craintes, il est nécessaire de construire des solutions de régulation des échanges de véhicules (assurance, location, régulation des droits et devoirs de chacun via des organisations tierces...). Certains se projettent dans ce qui leur semble le plus accessible, par exemple, en privilégiant le covoiturage à l'autopartage, car la voiture reste un espace personnel et intime. Pour parvenir à surmonter ces craintes, qui rendent ce type de pratiques sociales difficilement faisables à l'heure actuelle, les conditions sont sensiblement les mêmes que dans le scénario 1 : pouvoir s'appuyer sur un système simple et peu contraignant de partage, avoir une solution accessible en toute circonstance, offrant une flexibilité de manière à répondre aux besoins de déplacement à des horaires variés tout en étant en capacité de répondre aux besoins d'heure de pointe et enfin avoir une alternative pour partir en vacances.

Pour tous ces changements, les répondants cherchent généralement des alternatives viables qui permettent de ne pas ou peu réduire l'ampleur des changements à opérer, comme par exemple le fait de cultiver des substituts au thé ou au café en France, ou de partir en vacances moins loin mais plus souvent. Dans ce dernier cas, il s'agit donc de conserver et de garantir l'aspiration aux vacances et aux loisirs, en compensant l'impossibilité de départ à l'étranger par une possibilité de multiplier et diversifier les réponses à ces aspirations.

3.2. Analyse des conditions de réalisation du scénario

Pour les répondants qui pensent que ce scénario peut advenir à court terme, le scénario s'inscrit dans la continuité de tendances déjà à l'œuvre et peut donc se mettre en place rapidement : « Beaucoup de situations sont proches de la réalité d'aujourd'hui, accélérées par le confinement » (entretien 17). Pour ceux qui pensent ce scénario peu probable, il faudra plusieurs décennies pour relocaliser les industries et les entreprises dans les villes moyennes et créer les infrastructures énergétiques et de transport, dont le train à la campagne, à grande échelle : « Il y a énormément de modifications en termes de construction,

d'industrialisation, d'infrastructure. Et il va y avoir une modification des habitudes aussi qui est beaucoup plus marquée. Donc là je pense que oui, on est probablement sur deux générations » (entretien 13).

Du côté des conditions de réalisation pour que le scénario 2 devienne une réalité dans le futur, les répondants citent en premier lieu des politiques locales volontaristes fortes. À titre d'exemple, sont évoqués par les enquêtés : les TEPOS (les territoires à énergie positive), des communes qui proposent des aides aux citoyens pour qu'ils développent des systèmes de production énergétique ou encore la réouverture de services publics. L'échelon local est vu comme un accélérateur et la décentralisation du pouvoir comme une clé de réussite : « L'État ne pourra que donner des pistes et favoriser certaines transformations » (entretien 9).

Concernant les conditions collectives de transition, un répondant rend compte du lien ténu entre les dimensions sociales et écologiques, et de l'importance de la dynamique de délibération collective pour embarquer et offrir l'occasion aux différents acteurs de la société de contribuer aux choix de l'organisation de celle-ci pour répondre aux enjeux environnementaux : « Je trouve ça bien qu'il y ait une implication du gouvernement, qu'il s'implique au niveau de l'écologie mais également au niveau des citoyens. Qu'il ne laisse personne, finalement, de côté » (entretien 20). C'est l'émergence d'un nouveau contrat social écologique qui est ici évoquée.

La hausse des impôts (élément présenté dans le récit) est jugée acceptable à condition que l'État indique en toute transparence l'usage des recettes fiscales, s'il fait en sorte que les prix des produits fabriqués en France restent abordables et si, en contrepartie, les citoyens sont aidés financièrement pour changer certaines de leurs pratiques. Sur ce dernier point, les associations et collectifs citoyens sont cités à plusieurs reprises comme des acteurs essentiels pour accompagner les individus dans leur transition avec, en ligne de mire, l'enjeu de repolitiser les individus ainsi que le débat public dans un contexte de méfiance forte vis-à-vis du système politique : « Dans ce scénario-là, les gens sont repolitisés, quoi. Aujourd'hui il y a quand même une démission de la politique, des taux d'abstention qui sont incroyables. Dans ce scénario-là, il y a des conventions citoyennes, il y a des coopératives, l'impôt a du sens... Il faudrait qu'il y ait une convention citoyenne sur les médias. [...] C'est très compliqué, parce que les médias, comme ils façonnent un peu l'opinion. [...] Il y a une monopolisation de sujets divertissants, ou de fausses polémiques, ou de choses comme ça. Et à mon avis, une des manières de repolitiser les gens, ce serait de casser cette dynamique-là pour mettre du sens dans le rôle des médias » (entretien 29).

Dans ce scénario, l'État a également un rôle important à jouer dans le déploiement des infrastructures numériques, énergétiques, économiques et de transport. Les répondants évoquent une nécessaire couverture territoriale numérique. Du côté des transports, les infrastructures à développer en priorité sont le rail et les bornes de recharge de véhicules électriques. Les infrastructures énergétiques questionnent la dynamique économique et l'équilibre entre les territoires, leur adaptation aux ressources

naturelles disponibles sur chaque territoire et leur impact sur le territoire : « *Tous les territoires ne sont pas à la même enseigne sur l'énergie. Des territoires qui vont avoir de l'eau vont peut-être pouvoir utiliser de l'énergie hydraulique. Les territoires venteux vont être sur de l'éolien. Après, c'est des infrastructures qui demandent quand même pas mal d'investissements, pas mal de place. Il faut voir comment ça s'intègre dans le local en termes d'industrie, en termes de bruit, en termes de visuel* » (**entretien 7**).

3.3. Infographie du scénario « Coopérations territoriales »

SCENARIO 1

SCENARIO 2
Coopérations territoriales

SCENARIO 3

SCENARIO 4

[panel de 31 répondants]

DÉSIRABILITÉ

Points de divergence entre les répondants



■ mots positifs ■ mots ambivalents ■ mots négatifs

FAISABILITÉ

Changements déjà tendanciels ou jugés faisables



- Faire attention à la consommation énergétique au domicile
- Réduire la fréquence d'achat de produits manufacturés
- Manger moins de protéines animales

Changements qui divisent ou jugés peu faisables



- Partager des pièces et espaces communs, ne plus posséder de véhicules
- Utiliser un système de crédit carbone revendable
- Moins manger d'aliments venant d'autres pays (café, chocolat)

CONDITIONS DE RÉALISATION

Le scénario est possible si...



Les collectivités locales proposent des aides aux citoyens pour développer les énergies renouvelables et rouvrir des services publics dans les territoires



L'Etat accompagne les acteurs, déploie et soutient les infrastructures



Les entreprises se relocalisent avec les aides de l'Etat



Les associations accompagnent la société civile dans les transitions



Les citoyens se mobilisent et se "repolitisent" pour participer à la vie collective

Principales mesures/actions citées

Etat :

- Décentralisation du pouvoir
- Déploiement massif d'infrastructures et d'une offre de services de qualité
- Hausse des impôts sous condition de transparence des investissements réalisés
- Relocalisation des entreprises
- Aides fiscales (ex : développement des énergies renouvelables citoyennes)

Collectivités territoriales :

- Politiques volontaristes fortes (TEPOS)
- Animation de la vie politique locale
- Soutien de projets citoyens

#ADEME MODES DE VIE



4. Scénario 3 « Technologies vertes » : analyse synthétique

4.1. Analyse de la désirabilité et de la faisabilité du scénario

Dans ce scénario, la consommation individuelle est toujours centrale et l'innovation technologique dynamisée et soutenue, ceci correspondant à une partie des « canons » du progrès de nos sociétés.

Les changements les plus faisables et accessibles sont ceux qui poursuivent des pratiques ainsi que des offres actuellement en développement. Parmi eux, le fait de faire attention à la consommation énergétique, de télétravailler davantage, de consommer des produits neufs plus performants. Certains répondants usagers d'avion sont aussi disposés à payer plus cher pour continuer à prendre un avion « décarboné » ou à moins le prendre, si des alternatives se développent.

Dans cette société, les répondants qui ne souhaitent pas changer de cadre de vie sont plus nombreux que ceux qui souhaitent en changer. D'un côté, les ruraux préfèrent rester à la campagne pour le cadre de vie qu'elle offre (nature, renforcement des activités et des liens sociaux de proximité). De l'autre, les urbains choisissent de rester dans la grande ville pour ses services et infrastructures. Les habitants de petites villes et villes moyennes se rapprochent de la campagne, pour le cadre naturel qu'elle offre, ou restent dans la ville moyenne, pour les services.

Pour autant, ce scénario divise les répondants sur des questions de fond comme l'énergie nucléaire, les dispositifs de suivi et de décompte des consommations, ou encore le crédit carbone. Estimé très similaire à notre société actuelle, **il cristallise les tensions qui renvoient aux controverses et débats en cours.**

D'abord, le maintien d'une dynamique de consommation est perçue positivement par certains répondants, appréciant la liberté de choix et le développement d'offres vertes, mais négativement par d'autres, pour les inégalités d'accès à ces offres, ou parce qu'elle reste dans la même logique de croissance, s'appuyant sur un circuit optimisé d'extraction – production – consommation.

Ensuite, les solutions proposées pour répondre aux enjeux environnementaux (développement de l'éco-conception, accompagnement à la reconversion professionnelle, etc.) sont saluées par plusieurs ré-

pondants, comme une manière d'accompagner la nécessaire transformation du monde du travail et de répondre aux enjeux environnementaux (mieux produire et mieux consommer). Mais elles sont aussi l'objet d'une certaine méfiance : certains **changements sont assimilés à une forme de greenwashing consistant à verdir l'image d'acteurs industriels à des fins commerciales mais sans induire de changement profond dans les modes de consommation et de production.** Les répondants réfractaires à ce scénario émettent des doutes sur leur capacité à offrir des réponses à la hauteur des enjeux (batterie des véhicules électriques, centrales nucléaires, recyclage...). La robotisation, pour sa part, renvoie à des préoccupations entre risque de déshumanisation, de suppression d'emplois : *« Mettre un peu plus de tech, donc plus d'éléments fabriqués et de couches de services, de couches techniques ; donc c'est complexifier encore les choses. Mais il y a aussi un côté un peu pervers, parce qu'on crée les conditions du chômage et derrière on subventionne... On a l'impression qu'on ne sort pas de cette logique presque un peu autophage. C'est le monde avec ses réseaux tel qu'il est décrit dans ce scénario qui enlève une partie de son organisme, là en l'occurrence certains emplois, et le remplace par une solution complexe qui va nécessiter plus d'intervention, plus de technique... Et donc qui va générer plus de problèmes. Il va se retrouver avec un autre problème qu'il a créé, c'est-à-dire le chômage » (entretien 29).*

Les solutions techniques et outils numériques divisent aussi les répondants, entre opportunités pour outiller les citoyens dans une meilleure maîtrise de leur consommation et de leur empreinte carbone et crainte d'une trop forte intrusion dans la vie quotidienne. **D'une part, cette crainte concerne la multiplication des données personnelles et plus encore leur marchandisation, peu visible et peu maîtrisable par les consommateurs. Ceci suppose, pour être faisable, un contrôle et une régulation de l'usage de ces données. D'autre part, la crainte à l'égard des dispositifs numériques concerne la possibilité d'intrusion dans le domicile des individus,** lieu de l'intime par excellence, où les individus estiment être autonomes dans la définition de leur confort et dans leurs actions quotidiennes : *« Nous imposer la manière dont on doit vivre chez soi, sous prétexte de faire des petites économies de carbone, je trouve que ça*

va trop loin. [...] Je ne sais pas si je le ferais, je me demande si, résignée, je ne payerais pas un peu plus cher pour pouvoir me chauffer comme j'ai envie de me chauffer et déconnecter mon téléphone pour pas qu'on m'impose » (entretien 22) ; « Si on me l'impose, ça passera moins. Je pense que c'est plus une conscience collective à avoir. Après je vous avouerais qu'aujourd'hui c'est le prix de l'électricité qui va réguler tout ça. Le prix va monter, on le sait et ça va réguler les gens qui chauffent trop aujourd'hui » (entretien 10). **Là encore, les changements jugés les moins souhaités sont ceux qui affectent directement la liberté des individus.**

Par ailleurs, le récit induit une intervention plus forte de l'État et **une moindre participation citoyenne** aux décisions. Celle-ci est mal perçue par la majorité des répondants, **qui expriment l'attente d'être intégrés dans la définition des objectifs et des besoins, compte tenu des défis en matière de gestion des ressources et de l'énergie** : « Au contraire, les politiques devraient gérer les ressources, gérer les villes, en fonction des besoins des habitants » (entretien 25). Sans participer à tous les échanges, ni à toutes les décisions, les répondants souhaitent que leurs besoins et avis soient pris en compte : « Ah, d'avoir moins ? Ah ben non ! Il ne faut pas. Qu'on nous laisse ça, la possibilité de dire si on est d'accord ou pas d'accord. Mais bon, entre ce qu'on nous promet et ce qu'on donne... Mais c'est important de pouvoir le dire, déjà même pour soi » (entretien 11) ; « Ça m'évoque un danger pour la démocratie, je pense que ça serait une grosse erreur. La meilleure façon de faire accepter des choses aux peuples, c'est de les consulter dans la décision, ça ne resterait pas longtemps, surtout avec le peuple français, c'est pas une bonne idée. C'est vrai qu'il y a des sujets sur lesquels il faut trancher, car il y a un désaccord, mais il faut toujours consulter » (entretien 18).

Enfin, le dernier objet de tension concerne l'inquiétude forte autour des inégalités économiques et sociales : certains changements, comme la hausse de la part du budget mobilité, la robotisation du travail ou encore le système de crédits carbone revendables, même si celui-ci offre les mêmes droits de départ à chacun, sont perçus comme des **sources d'inégalités sociales**. Pour la mobilité, les répondants imaginent que la hausse de la part du budget consacré aux déplacements serait compensée par de moindres besoins de se déplacer, mais remarquent que les métiers qui peuvent télétravailler seront favorisés par la baisse de leur budget déplacements professionnels. Concernant l'organisation du travail, si certains répondants notent qu'il est logique que

certains métiers disparaissent en fonction des évolutions d'une société, d'autres estiment que la robotisation toucherait d'abord les salariés précaires. Le système de crédit carbone est mis en doute pour les inégalités qu'il pourrait créer, entre des populations aisées pouvant acheter des crédits à des populations précaires, n'ayant pas les moyens d'accéder aux mêmes offres : « C'est par rapport au crédit empreinte carbone. Les plus aisés pourraient acheter à ceux qui consomment moins. Je pense que du coup c'est une inégalité de classer les gens. Je pense justement que les gens qui n'ont pas forcément de moyens ne peuvent pas forcément manger plus sainement. Mais c'est aussi une bonne idée, de pouvoir responsabiliser un peu plus les gens et repenser un peu plus le système » (entretien 28).

Face à ce scénario, c'est donc une **exigence de justice sociale** qui émerge comme préoccupation principale, autour de la reconversion professionnelle des secteurs d'activités intensifs en carbone et en matière ainsi qu'autour de la régulation d'un potentiel marché de quotas carbone individuels. Différents principes de justice sont exposés par les enquêtés, ceci témoignant de l'importance du sujet : certains répondants soulèvent aussi la question de l'adaptation du système aux situations particulières (exemple : personnes malades) ou, au contraire, son application uniforme pour limiter les inégalités : « Ça m'évoque quand même beaucoup d'injustice sociale. Si on a les moyens d'avoir une dépense énergétique forte, on est taxé quoi. C'est la contrainte par l'argent. On peut se l'offrir, ou ne pas se l'offrir, c'est un peu ça quoi. On ne devrait pas pouvoir revendre ni acheter, ça devrait être imposé, mais de manière égale » (entretien 9).

4.2. Analyse des conditions de réalisation du scénario

Ce scénario est celui qui est vu comme le plus en continuité avec notre société actuelle, sans pour autant être le plus désirable, comme le montrent les points de tensions explicités précédemment. Certains considèrent que ce type de société ne change pas vraiment « nos mauvaises habitudes » en termes de consommation. D'autres indiquent que la principale différence avec la société actuelle porte sur le développement massif d'infrastructures et d'une politique de l'offre ambitieuse pour déployer des offres vertes dans tous les domaines (construire les centrales, équiper les ménages en biens éco-conçus et/ou connectés).

Pour que le scénario 3 advienne, les répondants évoquent majoritairement le rôle de l'État. La planification, la législation et les mesures fiscales arrivent en tête pour inciter les entreprises et les individus à changer de pratiques de production et de consommation. La planification de la croissance verte est vue comme une poursuite, accentuée, de la tendance actuelle. Elle consiste à réguler les entreprises pour proposer plus d'offres vertes ou éco-conçues aux consommateurs, développer les centrales nucléaires et les panneaux photovoltaïques ou encore les véhicules électriques.

Le scénario 3 est davantage perçu comme un système politique descendant, technocratique et libéral économiquement dans lequel l'État soutient fortement les entreprises et détermine les règles à travers des lois et réglementations, auxquelles les acteurs doivent se plier. Pourtant les répondants rappellent à plusieurs reprises que selon eux, vis-à-vis des individus, les incitations, notamment financières, sont à privilégier : ceci est d'autant plus vrai que les répondants ont soulevé le potentiel de contrôle *via* les outils numériques (de la part des entreprises comme de l'État lui-même) et le resserrement des processus politiques non sur la participation mais sur un système vertical : le risque d'une société autoritaire est perçu.

Par ailleurs, les enquêtés soulèvent la question de la **distribution des richesses et plus précisément de la contribution de chaque acteur de la société aux efforts à engager pour faire advenir la neutralité carbone dans ce scénario. Ainsi, ils estiment que les efforts financiers doivent être portés par les entreprises, qu'ils jugent plus responsables de la crise climatique que les individus**, un répondant indiquant que les plus précaires n'ont pas forcément le choix de mieux consommer.

Enfin, une condition importante pour atteindre le type de société décrit dans ce scénario est de bénéficier d'aides de l'État pour une reconversion professionnelle : « *Si on tend à avoir ce genre d'avenir, on devrait commencer à développer ce genre de travail dès maintenant. J'ai l'impression que c'est un objectif qu'on peut atteindre assez rapidement* » (**entretien 31**). Ce verbatim témoigne également de la vision apportée à l'organisation collective du changement et à sa temporalité : **l'enquêté souligne d'abord la nécessité de s'arrêter, collectivement, sur le « genre d'avenir » à viser. Il souligne ensuite le besoin de piloter, dès à présent, les transformations socio-économiques nécessaires afin de parvenir à transformer la société massivement.**

4.3. Infographie du scénario « Technologies vertes »

SCENARIO 1

SCENARIO 2

SCENARIO 3
Technologies vertes

SCENARIO 4

[panel de 31 répondants]

DÉSIRABILITÉ

Points de divergence entre les répondants



■ mots positifs ■ mots ambivalents ■ mots négatifs

FAISABILITÉ

Changements déjà tendanciels ou jugés faisables



- Faire attention à la **consommation** énergétique au domicile
- Faire plus de **télétravail**
- Bénéficier d'aide de l'Etat pour une **reconversion professionnelle**

Changements qui divisent ou jugés peu faisables



- Utiliser un **système de crédit carbone revendable**
- Suivre des **règles strictes sur le chauffage** via des outils connectés
- Disposer de **moins de possibilité de participation** citoyenne

CONDITIONS DE RÉALISATION

Le scénario est possible si...



L'Etat centralise et met en place des mesures de croissance verte



Les collectivités sont chargées d'appliquer les politiques décidées par l'Etat



Les entreprises suivent les réglementations sur l'écoconception et accompagnent les changements de pratique de consommation



Les citoyens sont accompagnés pour les reconversions professionnelles et modifient leur façon de consommer

Principales mesures/actions citées

Etat :

- Politique de croissance verte et de soutien à l'innovation avec investissement sur des solutions techniques (nucléaire, photovoltaïque, etc.)
- Législation et réglementation (ex : interdiction des véhicules à essence, éco-conception, score environnemental)
- Mesures fiscales pour aider les entreprises à changer de mode de production et/ou taxer celles qui ne le font pas
- Aide à la reconversion professionnelle

#ADEME MODES DE VIE



5. Scénario 4 « Pari réparateur » : analyse synthétique

5.1. Analyse de la désirabilité et de la faisabilité du scénario

Comme le scénario précédent, le scénario « Pari réparateur » interroge moins directement sur des changements de pratiques quotidiennes. En effet, la consommation individuelle y est sauvegardée, voire amplifiée : développement des gammes de produits éco-conçus, mobilité individuelle préservée mais électrifiée et décarbonée... Pour autant, s'il semble à première vue contribuer à préserver cette dimension des modes de vie actuels des Français, ce scénario interroge et soulève des inquiétudes sur la logique globale qu'il poursuit.

Pour les changements de pratiques, diverses d'entre elles sont considérées comme déjà en cours dans la société actuelle, comme l'augmentation du télétravail, l'utilisation des véhicules électriques et des services de transport dans les villes, les difficultés à se déplacer en voiture dans les zones peu denses, la réduction de l'usage de l'avion et l'augmentation de son tarif. Sur ces changements, les enquêtés ont peu de prises, ces évolutions étant perçues comme relevant davantage de décisions et de régulations collectives (dans le cas de la massification du télétravail comme de celui de la transformation des usages aériens).

Mais d'autres changements qui toucheraient au quotidien des citoyens semblent moins désirables. Les différentes technologies en soutien au modèle de croissance fondée sur la consommation et leurs implications (soutien financier d'envergure pour financer les investissements nécessaires à la mise en place d'aspirateurs à carbone ; technologie agro-alimentaires ; transformation et intensification des outils numériques dans l'habitat, au travail, dans le secteur des soins...), sont vus comme des **artefacts technologiques, inutiles ou inappropriés et générateurs d'angoisse**. C'est donc une forte frilosité qui ressort à l'égard de ces technologies. Plusieurs répondants s'interrogent sur la logique du modèle de société proposé **et les impacts générés au niveau social et au niveau environnemental, le scénario évoquant une poursuite de la consommation individuelle de masse et faisant penser à plus de pollutions et de déchets**.

Le **clivage entre les grandes villes et les campagnes** est rappelé par plusieurs répondants comme facteur de non-désirabilité. Ils saluent les offres de mobilité

mis en place dans les grandes villes, mais condamnent les inégalités d'accès aux offres de transport entre les territoires et notamment leur pénurie à la campagne. Dans ce scénario, les répondants réfractaires préfèrent vivre à la campagne ou dans une ville moyenne que dans les métropoles étalées, signe d'une volonté de « *faire contre* » le modèle de société. Seules les personnes qui habitent déjà dans une grande ville et qui ont besoin d'être proches de l'emploi se voient toujours habiter dans les métropoles.

Le scénario 4 est vu comme le scénario du « *trop* » incarné par une métropolisation, des technologies et une consommation exacerbées. Pour pouvoir maintenir un mode de consommation individuelle basé sur l'idée d'offre élargie, il est en contrepartie nécessaire d'investir dans des solutions technologiques pour répondre aux objectifs carbone et réparer les dommages environnementaux induits par des modes de consommation et de production qui demeurent émissifs et énergivores. **Si les déploiements technologiques, l'optimisation des systèmes et l'efficacité énergétiques sont bien perçus, il n'en reste pas moins que les répondants doutent que ces dispositifs soient des solutions de réelle transformation. Ils les voient plutôt comme des façons de persévérer sur un modèle consumériste et individualiste non souhaitable** : « *Plus de tech, plus de services, plus d'extraction, moins de sensibilité... Ça n'a aucun sens* » (**entretien 29**).

Concernant les aspirateurs à carbone, qui sont « *dans l'air du temps* » (**entretien 22**), certains répondants voient en cette solution la possibilité de maintenir nos modes de vie : « *Je connais pas la technique, donc si elle existe ou si des chercheurs sont en train de chercher, ce serait très bien. Et si à ce moment-là on peut tout décarboner, continuons à vivre tranquillement* » (**entretien 3**). Cependant, beaucoup s'interrogent sur la pertinence de cette solution technique, par exemple par rapport aux solutions naturelles de stockage du carbone : « *Si ça peut nettoyer l'air je trouve que c'est bien, mais il faudrait voir si ça sert vraiment à quelque chose, s'il faudrait mieux replanter des forêts* » (**entretien 21**). La plupart des répondants est défavorable à ce que l'État investisse dans ces technologies si cela devait être au détriment d'autres services publics comme la santé

et l'éducation : « C'est quasiment le rôle de l'État d'assurer les services publics. À moins qu'on le dise plus tard que c'est devenu LE service public de dépolluer l'air... Mais ça semble être une rustine sur un pneu crevé. Ça ne fonctionne pas quoi » (entretien 29). Enfin, plusieurs répondants considèrent que cette solution technique ne permet pas de résoudre le problème à sa source : « Qu'il y ait des aspirateurs à carbone pourquoi pas, mais il ne faut pas que ça soit une excuse pour continuer à surconsommer et à produire, sinon on finit par détruire la planète » (entretien 11) ; « Non je ne suis pas d'accord. Il faut résoudre le problème à la source. On ne cherche pas à résoudre le problème, on cherche à atténuer les effets du problème. Il ne faut pas financer quelque chose qui va aspirer le carbone, il faut réduire le carbone. Donc je ne suis pas d'accord pour ça » (entretien 12).

Les controverses sur les solutions techniques traversent également le domaine de l'alimentation : nombre de répondants doutent de l'intérêt d'aliments produits en laboratoire, transformés. Les répondants émettent des doutes sur les qualités nutritives et les risques liés à ces aliments : « De la malbouffe en fait. On perd vraiment le produit naturel cultivé par nos agriculteurs dans le champ d'à côté. La viande transformée en laboratoire, on y vient parce qu'il n'y a pas assez à manger pour tout le monde. Par contre, quelles conséquences ça va donner sur notre santé... Est-ce que c'est pas finalement nourrir le peuple à tout prix, mais d'un autre côté le rendre malade aussi et devoir le soigner. C'est ce côté-là qui me fait peur » (entretien 20). D'autres anticipent les difficultés pour certains métiers (agriculteurs, bouchers) : « C'est une ineptie, on est un pays où l'agriculteur a une forte place, certes elle est déclinante mais quand même elle a une importance énorme, il y a des bons produits, les pratiques ont bien évolué » (entretien 14).

La société incarnée par ce scénario peut apparaître indésirable dans la mesure où le développement du numérique, des applications et dispositifs techniques dans toutes les sphères de la société (loisirs et tourisme, santé et soins, travail...) renvoie au **paradoxe perçu d'une multiplication des possibilités des contacts numériques qui produit concrètement un sentiment d'isolement social** : « De manière plus globale sur ce scénario, on est sur une société d'isolement et une société d'individualisation en fait. Et je pense que l'on ne sera pas nombreux à y gagner quelque chose. Les personnes âgées, les personnes fragiles sont perdantes sur cet aspect-là » (entretien 13). Ainsi, au-delà par exemple des applications de suivi à domicile pour permettre aux personnes âgées de rester chez elles ou de donner un accès virtuel aux voyages et à la culture aux personnes fragiles, les répondants mettent en avant la nécessité du contact humain, de la sociabilité, comme condition de bien-être.

Enfin, la désirabilité de ce scénario questionne également quant aux conditions collectives, plus précisément aux inégalités. Elles sont perçues comme s'inscrivant dans la continuité de notre société : « C'est un peu la réalité d'aujourd'hui il me paraît. Les gens qui galèrent, ils galèrent toujours plus et ceux qui s'enrichissent, s'enrichissent toujours plus » (entretien 10). Si pour certains répondants, les inégalités sont considérées comme une source de stimulation, d'émulation collective ou une situation parfois irréductible, pour nombre d'entre eux, les inégalités s'accroîtront dans ce scénario : « J'espère avoir été malin, pour faire partie de ceux qui ont plus de temps libre et qui ne sont pas obligés d'aller vendre leur force de travail à Amazon » (entretien 29).

La faisabilité d'une telle société est appréhendée très diversement : elle est à la fois vue comme la continuité de notre modèle de développement historique et actuel (fondée sur la croissance et les nouvelles technologies), mais aussi vue comme irréalisable, futuriste et relevant de la science-fiction, notamment du fait **des développements technologiques incertains qu'il suppose (aspirateurs à carbone, véhicules autonomes)**. Du point de vue institutionnel et social, ce scénario n'apparaît pas évident à mettre en place. La hausse des inégalités par exemple risque de s'accompagner de mouvements sociaux violents : « Et ben, bonjour la révolution. Là, il y a des gilets jaunes partout, dans tous les coins de rues » (entretien 3).

5.2. Analyse des conditions de réalisation du scénario

Comme le scénario « Technologies vertes », ce scénario est perçu comme une suite possible de notre société, en continuité notamment sur la place accordée aux innovations techniques. Néanmoins, le rythme de déploiement de celles-ci est diversement perçu :

- pour certains, les innovations existent déjà et vont être mises en œuvre rapidement : « C'est ce qui nous pend au nez, c'est les grandes métropoles, très américaines, très étalées, la voiture, les camions un peu oubliés... » (entretien 3) ;
- pour d'autres, le véhicule autonome ou les aspirateurs à carbone ne sont pas des technologies matures et ont de longues décennies de recherche et d'expérimentation devant eux : « Ah ben avec la décarbonation, 2080. Clairement la décarbonation, la recherche et le développement pour ça, c'est pas pour maintenant » (entretien 18).

Concernant les conditions de faisabilité de ce scénario, **les répondants parlent d'un changement vers un modèle économiquement libéral**, qui se met au service des acteurs privés, au détriment, *in fine*, des citoyens, en risquant de délaissé le système social au profit du maintien de la consommation. Pour qu'il adienne, l'État investit dans le déploiement d'aspirateurs à carbone, réduit, voire abandonne, les aides sociales et, surtout, doit gérer les crises sociales qui pourraient advenir. Pour pallier ce risque d'un avenir dystopique, quelques répondants insistent sur la nécessité de dialoguer et négocier avec les citoyens pour parvenir à un tel modèle en limitant les revendications, voire de faire de la communication, de la sensibilisation en utilisant les médias et les réseaux sociaux, notamment pour rassurer la population concernant les nouveaux produits alimentaires et leurs effets sur la santé (aliments de synthèse et nouvelles productions industrielles), ou encore sur les installations de capture carbone ou

de production d'énergies... Quant à la fourniture de services et de biens, les entreprises sont perçues comme les acteurs maîtres du déploiement des offres vertes, soutenues par l'État, qui doit réglementer et guider le rythme de transformations des entreprises. Compte tenu des investissements massifs pour la transformation de l'offre, ainsi que pour la capture et le stockage de carbone, des répondants indiquent qu'il est nécessaire de mettre en place une taxation des entreprises qui polluent afin d'améliorer ses recettes fiscales.

Il est à noter que certains répondants voient ce scénario « Pari réparateur » comme une suite possible du scénario « Technologies vertes », avec un État qui désinvestit progressivement les services publics, pour soutenir les technologies permettant de répondre aux enjeux environnementaux tout en assurant des modes de consommation individuelle.

5.3. Infographie du scénario « Pari réparateur »

SCENARIO 1

SCENARIO 2

SCENARIO 3

SCENARIO 4

Pari réparateur

[panel de 31 répondants]

DÉSIRABILITÉ

Points de divergence entre les répondants



FAISABILITÉ

Changements déjà tendanciels ou jugés faisables



- En ville, utiliser les **véhicules en libre-service** ; dans les petites villes et à la campagne, avoir des difficultés à se déplacer sans voiture
- Faire **plus de télétravail**
- **Moins prendre l'avion** ou le payer beaucoup plus cher

Changements qui divisent ou jugés peu faisables



- Payer plus d'impôts pour financer les investissements pour les **aspirateurs à carbone** au détriment des mécanismes de redistribution
- Accompagner les personnes fragiles grâce à des **outils connectés**
- Consommer des **produits alimentaires transformés**

CONDITIONS DE RÉALISATION

Le scénario est possible si...



L'Etat investit dans les solutions techniques de captation du carbone, au détriment d'aides sociales, et taxe les entreprises



Les collectivités appliquent les décisions de l'Etat



Les entreprises proposent de nouvelles offres (nourriture transformée, télétravail, robotique)



Les citoyens sont accompagnés par les entreprises pour changer de pratiques

Principales mesures/actions citées

Etat :

- Régulation et soutien à l'innovation des filières et aux acteurs privés
- Déploiement massif d'infrastructures (aspirateurs à carbone, véhicules électriques)
- Dispositif d'information auprès des citoyens pour gérer les controverses liées à ces infrastructures

Entreprises :

- Développement de nouveaux services (alimentation transformée, nouvelles technologies pour l'aide à la personne)

#ADEME MODES DE VIE



6. Analyse transversale : des conditions collectives pour structurer et piloter la transition

Le rôle des scénarios prospectifs n'est pas de deviner l'avenir ni de le dessiner en fonction des variables les plus probables, mais de **donner des cadres de réflexion pour penser des futurs possibles et ainsi définir les étapes à construire dès aujourd'hui et progressivement jusqu'en 2050. À ce titre, la prospective est un outil de réflexion et d'aide à la décision.** Elle est au cœur de la stratégie des acteurs publics et privés.

C'est bien dans ce cadre que cette étude sur la réception des quatre scénarios de neutralité carbone doit être pensée. À la croisée des quatre scénarios, nous avons recensé plusieurs enseignements clés sur les facteurs de tension qui travaillent les changements des modes de vie, les conditions de ces changements, le rôle des différents acteurs qui composent la société (État, collectivités, entreprises, sphère civile, individus) et l'influence des systèmes de pensée et valeurs sur la lecture et l'analyse des scénarios par les répondants.

Pour que les changements de modes de vie présentés dans les quatre scénarios soient adoptés par les individus, certaines conditions relevant de l'organisation sociale, et donc d'un destin collectif, sont récurrentes dans le discours des répondants. Afin que les transitions écologiques soient désirables et souhaitables, **différentes conditions apparaissent nécessaires pour accompagner et soutenir la transition des modes de vie.**

6.1. De la prise de conscience à l'action : des scénarios qui révèlent les limites de l'action individuelle

DES ENQUÊTÉS CONSCIENTS DES ENJEUX CLIMATIQUES

Les répondants sont majoritairement conscients de l'importance des enjeux environnementaux et de la nécessité de changements à mettre en œuvre pour y faire face. La grande majorité des répondants ne discute pas du bien-fondé ou de la véracité de ces enjeux. L'objet de la discussion réside plutôt dans les moyens pour y répondre. En conséquence la transformation des modes de vie est considérée comme

inéluçtable. **La problématique aujourd'hui n'est donc pas tant de convaincre les individus de l'urgence des enjeux environnementaux mais plutôt de les accompagner pour mieux comprendre les implications de leurs modes de vie sur ces enjeux (et inversement) et pour identifier des moyens pour y répondre.** Toutefois, les discours des citoyens témoignent des difficultés à transformer l'ensemble de la société, ainsi que de leur conscience des réticences diverses qui peuvent se faire jour. Ainsi, le rôle d'évènement extérieur brutal – en référence notamment à la crise sanitaire de la Covid-19 – est souvent exposé comme un catalyseur de transformation, à la fois à cause de ses conséquences directes mais aussi du choc pour les prises de conscience et les adaptations massives qu'elles peuvent entraîner.

UNE PERCEPTION CONTRASTÉE DES LEVIERS À ACTIONNER

Les enquêtés partagent largement l'idée que les **objectifs en termes de lutte contre le changement climatique ne peuvent uniquement être atteints grâce aux seules promesses technologiques.** D'abord, les changements de pratiques les plus envisageables sont ceux sur lesquels les individus semblent avoir une certaine marge de manœuvre (réduction des portions carnées, maîtrise énergétique dans les logements, limitation des voyages en avion). Les répondants s'y projettent facilement dans la mesure où, le plus souvent, ils déclarent avoir déjà engagé un changement de pratiques dans ce sens. Ensuite, la sobriété, entendue comme une démarche active et réfléchie sur la réduction des consommations, apparaît comme un levier largement plébiscité ; hormis pour quelques réfractaires qui sont particulièrement attachés à la consommation individuelle. Enfin, les solutions technologiques apparaissent sources d'incertitudes aux yeux des citoyens, du fait de leur manque de maturité technique (cas de la capture et du stockage carbone par exemple), d'une méfiance certaine à l'égard de promesses comme celles de la viande cultivée en laboratoire ; ou encore du fait des controverses sur l'efficacité réelle des innovations techniques (cas des batteries des véhicules électriques ou des difficultés de recyclage régulièrement relatés par les enquêtés) en matière de lutte contre les pollutions et le changement climatique.

Que retenir de ces constats ? Parmi les quatre scénarios présentés, aucun n'apparaît totalement plébiscité, ou au contraire totalement repoussé. Tous trouvent des détracteurs et des promoteurs parmi les citoyens, car tous impliquent de projeter un certain nombre de modifications de nos modes de vie. *In fine*, l'analyse des réactions des enquêtés donne à voir les conditions non plus individuelles, mais collectives du changement de nos modes de vie vers un horizon de neutralité carbone : les sous-parties suivantes retracent justement ces conditions.

6.2. D'indispensables innovations dans les modalités de régulation et de pilotage du vivre-ensemble : l'imbrication des actions individuelles dans des systèmes sociaux, économiques et institutionnels plus vastes

L'exercice de projection des « modes de vie » dans les quatre scénarios révèle l'ampleur des efforts à engager, tant sur la production que sur la consommation.

Pour conduire à une transition écologique désirable et faisable, **les efforts doivent être partagés entre les acteurs et ne pas reposer uniquement sur les citoyens. Ce partage des responsabilités est d'autant plus important pour emporter l'adhésion des individus qui manifestent une certaine défiance à l'égard de l'État et des entreprises.** Les entreprises, dont les activités ont des impacts environnementaux plus importants que les ménages, ont également un rôle à jouer. Plus spécifiquement, certains répondants considèrent que l'État doit d'abord aider les entreprises à réduire leurs impacts, quitte à taxer celles qui ne jouent pas le jeu. **Il doit jouer un rôle prépondérant, à la fois en tant que protecteur fournissant des services et des aides aux personnes plus vulnérables, mais aussi en tant qu'organisateur des transformations.** Pour les répondants, il revient à l'État, et plus largement aux décideurs politiques aux différents échelons, d'impulser les transformations à travers une volonté politique ambitieuse et ce quel que soient les scénarios.

L'enquête montre qu'un grand nombre de changements de pratiques impliquent des transformations collectives afin de se développer. Ainsi, il est plus difficile pour les enquêtés d'imaginer de nouvelles pratiques, dès lors que ces changements reposent sur des évolutions des infrastructures, ou sur des changements profonds, dits « de culture » ou de « mentalité ». C'est par exemple le cas de la mutualisation et de la location d'équipements (espace de

vie dans la maison, usage partagé de véhicule ou d'outils de jardinage ou de bricolage...). En l'absence de règles partagées, d'accords partagés sur les droits et devoirs de chacun, de telles pratiques apparaissent difficilement envisageables.

Ces incertitudes reflètent un besoin de régulation afin que ces nouvelles pratiques puissent se développer. C'est le cas des exemples autour de l'économie du partage, avec des capacités techniques et fonctionnelles des systèmes de partage qui supposent d'être rendues plus fiables : comment être sûr qu'un véhicule est disponible au moment où on en a besoin, y compris en cas d'urgence ? Il s'agit également de systématiser, de rendre plus lisibles et d'institutionnaliser les règles d'usage, de propriété ou de règlements des différends autour de ces pratiques de mutualisation.

6.3. Trouver un équilibre entre liberté individuelle et aspiration collective face aux outils de politique publique : l'exigence de justice sociale et la transparence au cœur des attentes

Face aux changements proposés dans les quatre scénarios, les répondants reconnaissent la nécessité d'agir pour l'intérêt du collectif, qui peut rentrer en conflit avec les intérêts individuels et le besoin de liberté que certains d'entre eux expriment. Entre les lignes, les répondants admettent donc la complexité des choix à faire pour faire face aux enjeux environnementaux, tout en garantissant que ces transitions restent justes pour tous et permettent à chacun de conserver un certain niveau de liberté. Pour eux, les limites posées aux libertés individuelles doivent être finement adaptées aux situations, voire personnalisées. Au travers des quatre scénarios, **plus qu'un attachement au consumérisme ou à une modernité qui tiendrait à l'usage des technologies, ce sont les horizons de l'organisation de la vie sociale, des collectifs, l'approche du vivre ensemble qui resurgissent derrière les adhésions ou réticences à certains scénarios.** À ce titre notamment, les logiques de sobriété et de partage présentent même un certain attrait pour plusieurs répondants, qui voient dans celles-ci le renforcement des liens sociaux et la réduction des inégalités. Certains s'inquiètent de la réduction des libertés autour des consommations individuelles (ne plus choisir seul ce qu'on consomme, devoir s'organiser avec les autres pour utiliser certains biens). Mais les inquiétudes autour d'une transition portée par des solutions technologiques et garantissant une consommation individuelle massive est également l'objet de critiques, dans la mesure où elle fait planer les risques sur la vie privée et sur la marchandisation

des données ; ou encore d'un isolement social lié au déploiement massif du numérique, que ce soit dans les mondes du travail (robotisation) ou dans les relations sociales.

Dans chacun des scénarios, des dispositifs d'action publique permettant d'atteindre la neutralité carbone sont avancés. Or, un système identique, décliné dans quatre sociétés différentes, donne lieu à des réactions variées selon les scénarios. Le système de quotas carbone par exemple, peut tout à la fois être perçu comme liberticide au niveau individuel, mais salué par certains répondants comme juste, équitable et adaptable à la situation de chacun. Selon le scénario, il apparaît que ce sont non pas les dispositifs en eux-mêmes qui sont discutés, mais leurs modalités de mise en œuvre (progressivité et adaptabilité d'un tel dispositif pour qu'il réponde aux enjeux d'équité, d'égalité).

Les leviers de régulation et de législation pour inciter les individus à changer de pratique sont analysés par les répondants par le prisme de la liberté individuelle et de l'intérêt collectif. Les enquêtés expriment une préférence pour les mesures de limitation ou régulation (accompagnement, incitation, régulation marchande) plutôt que d'interdiction. Néanmoins, entre ces différents leviers, tout est question de mesure : les hausses de prix sont parfois perçues comme acceptables et peuvent même induire des pratiques de partage et de mutualisation. Cependant, elles ne doivent pas dépasser certaines proportions et ne doivent pas creuser les inégalités sociales, entre les populations aisées pouvant s'offrir des biens et des services et les populations précaires n'ayant pas le choix dans leur consommation. Dans le même ordre d'idée, une augmentation de la fiscalité est plus acceptable si elle ne dépasse pas certaines proportions et si elle s'inscrit dans une logique de transparence sur l'affectation des ressources au service de la transition, avec des cobénéfices clairement identifiés. De même, les répondants indiquent être plus sensibles aux transformations conduisant à un système plus sobre, si tant est qu'il soit plus solidaire, qu'à un système reposant sur des solutions technologiques, permettant dans une certaine mesure de maintenir les modes de vie actuels et centrés sur la consommation individuelle.

6.4. Une volonté de renouvellement des formes démocratiques et des modalités de participation

Au cœur des discussions sur les outils de politiques publiques qui accompagnent la transition écologique, l'étude montre donc une **forte attente à l'égard de l'État et des acteurs publics comme régulateurs et moteurs de la transition, ainsi que sur les valeurs à garantir au cœur du fonctionnement de la société.**

Les répondants insistent sur l'importance de l'accompagnement de la transition pour permettre aux citoyens de s'appropriier les enjeux et les solutions et donc se mobiliser dans leurs mises en œuvre. Dans ce sens, la participation citoyenne apparaît comme un élément important de la transition. Bien que les répondants rapportent peu d'expérience personnelle de participation, le fait d'envisager un système dans lequel ils auraient moins la possibilité de s'exprimer entraîne des réactions très négatives. Même si les individus ne s'en saisissent pas forcément, il apparaît donc important pour eux de savoir qu'ils ont la possibilité de s'exprimer et de participer aux décisions qui les concernent s'ils le souhaitent. **Ce constat plaide en faveur d'une réflexion sur un système de délibération collective permettant à ceux qui sont impactés par un changement de faire entendre leurs voix et de prendre part aux décisions prises.** Compte tenu des tensions et des débats mis à jour autour de la liberté individuelle et de la justice sociale, de la redistribution et des principes qui présideraient aux dispositifs de régulation des pratiques de consommation comme de production, les répondants formulent des attentes de renouvellement des formes démocratiques : des formes de démocratie directe, de délibération collective transparente et tenant compte des situations particulières sont citées, comme moyens de co-définir et d'instaurer des mesures de limitation et de restriction qui soient acceptables pour les individus.

6.5. Infographie commune aux quatre scénarios

SCENARIO 1

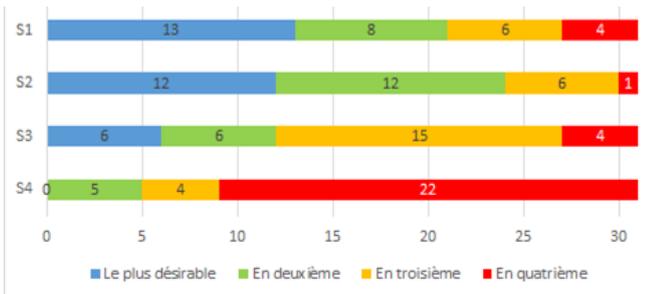
SCENARIO 2

SCENARIO 3

SCENARIO 4

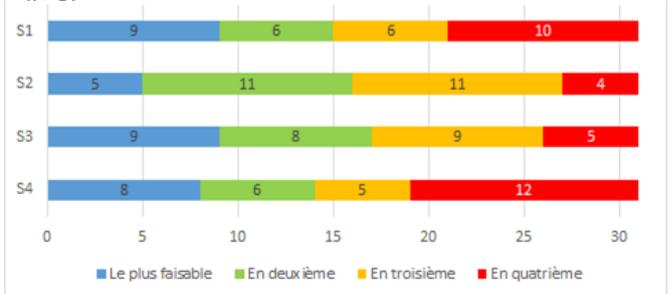
DÉSIRABILITÉ

Classement des scénarios par désirabilité selon les répondants n = 31



FAISABILITÉ

Classement des scénarios par probabilité selon les répondants n = 31

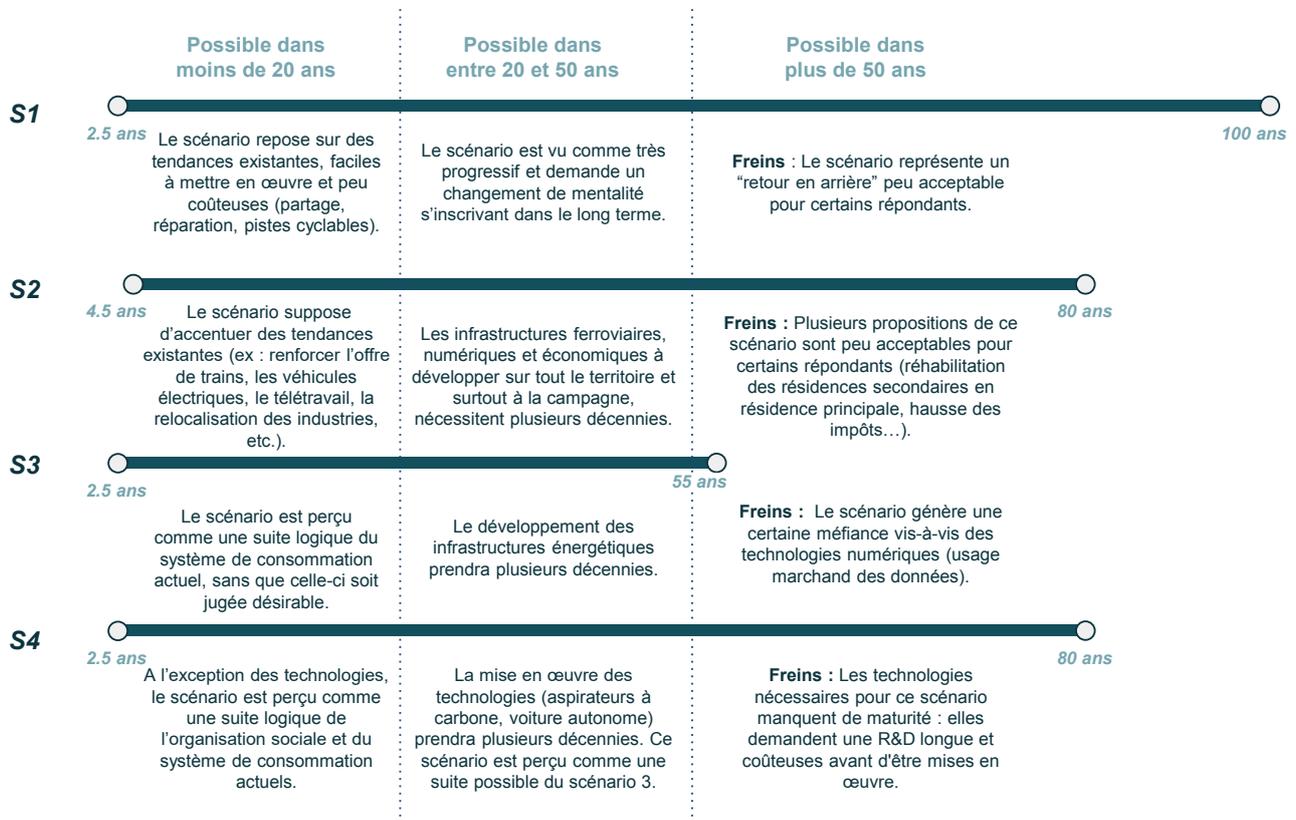


Les scénarios 1 et 2 sont privilégiés par la majorité des répondants car ils proposent des organisations sociales structurées autour de la solidarité, du partage et de la proximité géographique. Les scénarios 3 et 4 semblent moins appréciés par les répondants qui s'interrogent sur l'intérêt des solutions techniques à mettre en œuvre et les inégalités sociales qu'ils entraînent.

Le scénario 3 est perçu comme le plus proche de la situation actuelle. Les scénarios 1 et 2 partagent les répondants : pour certains, ils décrivent des changements relativement simples à implémenter, pour d'autres, ils impliquent des changements de mentalité et/ou des développements infrastructurels importants. Le scénario 4 apparaît comme le plus improbable du moins à court / moyen terme, principalement en raison des développements technologiques qu'il suppose.

HORIZON TEMPOREL

A quel horizon temporel pensez-vous possible ce type de société ?



7. Annexes

7.1. Tableau de correspondance des enquêtes

N° d'entretien	Caractéristiques socio-démographiques et socio-professionnelles
1	Homme, 60 et plus, retraité, unité urbaine de 200 000 à 1 999 999 habitants
2	Homme, 40-49 ans, employé, unité urbaine de 5 000 à 9 999 habitants
3	Femme, 60 et plus, retraitée, commune rurale
4	Femme, moins de 30 ans, étudiante, unité urbaine de moins de 5 000 habitants
5	Homme, 60 ans et plus, retraité, unité urbaine de Paris
6	Homme, 50-59 ans, artisan, commerçant et chef d'entreprise, commune rurale
7	Femme, 30-39 ans, professions intermédiaires, unité urbaine de 200 000 à 1 999 999 habitants
8	Femme, 30-39 ans, ouvrière, unité urbaine de 200 000 à 1 999 999 habitants
9	Homme, 60 et plus, retraité, unité urbaine de 200 000 à 1 999 999 habitants
10	Homme, 30-39 ans, agriculteur exploitant, commune rurale
11	Femme, 60 et plus, employée, unité urbaine de 50 000 à 99 999 habitants
12	Homme, 50-59 ans, professions intermédiaires, commune rurale
13	Homme, 40-49 ans, professions intermédiaires, unité urbaine de moins de 5 000 habitants
14	Homme, 60 et plus, cadre et profession intellectuelle supérieure, commune rurale
15	Homme, moins de 30 ans, étudiant, unité urbaine de Paris
16	Homme, 50-59 ans, ouvrier, unité urbaine de 5 000 à 9 999 habitants
17	Femme, 60 ans et plus, retraitée, commune rurale
18	Homme, moins de 30 ans, étudiant, unité urbaine de 200 000 à 1 999 999 habitants
19	Homme, 30-39 ans, ouvrier, unité urbaine de 10 000 à 19 999 habitants
20	Femme, moins de 30 ans, cadre et profession intellectuelle supérieure, unité urbaine de 200 000 à 1 999 999 habitants
21	Femme, 60 et plus, retraitée, unité urbaine de Paris
22	Femme, 50-59 ans, artisan, commerçant et chef d'entreprise, commune rurale
23	Femme, 50-59 ans, cadre et profession intellectuelle supérieure, commune rurale
24	Femme, 40-49 ans, demandeuse d'emploi, unité urbaine de 20 000 à 49 999 habitants
25	Homme, 30-39 ans, demandeur d'emploi, unité urbaine de Paris
26	Femme, moins de 30 ans, femme au foyer, unité urbaine de moins de 5 000 habitants
27	Femme, 50-59 ans, professions intermédiaires, unité urbaine de 5 000 à 9 999 habitants
28	Homme, moins de 30 ans, employé, unité urbaine de Paris
29	Homme, 30-39 ans, employé, unité urbaine de 200 000 à 1 999 999 habitants
30	Femme, 50-59 ans, employée, unité urbaine de 200 000 à 1 999 999 habitants
31	Femme, moins de 30 ans, demandeuse d'emploi, commune rurale

7.2. Principe de construction des scénarios

Chaque scénario défini par l'ADEME a fait l'objet de l'élaboration d'un récit dans le but de rendre les scénarios intelligibles pour les individus, quels que soient leur profil et leur situation de vie. Pour ce faire, les enquêteurs sont partis des éléments d'ores et déjà définis par l'ADEME et ont réalisé :

- une traduction de ces éléments à l'attention des individus en les incarnant dans des activités de la vie quotidienne (alimentation, habitat, déplacement, achat...);
- un ajout d'éléments (surlignés en rouge ci-dessous) nécessaires à la compréhension globale de la société décrite. Ces éléments ont permis d'uniformiser les façons de présenter les scénarios, et de mettre en avant des éléments positifs et négatifs, autrement dit un jeu de contreparties, dans chacun des scénarios, afin à la fois de distinguer et définir chaque scénario, mais aussi de neutraliser tant que possible le niveau de désirabilité d'un scénario à l'autre.

Pour ce faire, huit entretiens croisés et un atelier prospectif ont été réalisés avec des experts du logement, de la mobilité, de la santé, du tourisme et des loisirs, du travail ou encore de l'alimentation. L'enjeu était de traduire des enjeux industriels et relatifs aux sphères économiques en activités du quotidien pour les individus (travail, repas, déplacement...), afin de faciliter la compréhension des scénarios et la capacité de projection des répondants.

RÉSUMÉ DU SCÉNARIO 1 PRÉSENTÉ AUX RÉPONDANTS

Dans ce premier type de société, les individus organisent leurs vies quotidiennes à l'échelle de petites villes, de villages ou de quartiers, bien qu'une large partie de la population réside encore dans les grandes villes. Les individus habitent dans des logements rénovés et légèrement plus petits (en termes de surface moyenne par habitant). Ils partagent certains espaces (buanderies, jardins), ce qui implique des échanges réguliers sur l'organisation de la vie collective et la répartition des tâches. L'énergie, toujours produite au niveau national, est plus coûteuse. Par conséquent, les individus paient l'énergie plus cher à certaines heures de la journée, et sont incités à installer des systèmes de production d'énergie chez eux. Les individus se déplacent moins car ils habitent plus près de leurs proches et de leur travail. Des systèmes de limitation (par exemple des quotas) sont mis en œuvre pour réguler les déplacements motorisés et les voyages

en avion. Les véhicules électriques sont courants et utilisés en covoiturage et en autopartage informels le plus souvent. Les modes actifs sont largement utilisés. Le travail se développe dans les campagnes, les petites et les moyennes villes avec notamment l'artisanat, la réparation et les aides à domicile. Les individus sont plus sensibles aux cycles naturels, mangent des produits de saison, locaux et bio, beaucoup moins de viande et beaucoup moins d'aliments qui viennent d'autres pays. Les circuits courts et les commerces de proximité sont largement développés. Concernant la consommation, les individus privilégient l'emprunt, la location, la fabrication et la réparation. Pour les biens neufs, les achats mutualisés deviennent courants (tondeuse achetée et partagée entre voisins par exemple). Le tourisme de proximité devient la norme et les déplacements internationaux diminuent.

RÉSUMÉ DU SCÉNARIO 2 PRÉSENTÉ AUX RÉPONDANTS

Le deuxième type de société présente des modalités proches du scénario 1 en termes de surface moyenne par habitant et d'espaces partagés. L'énergie est néanmoins davantage produite par des producteurs locaux d'énergies renouvelables et, là aussi, plus chère qu'aujourd'hui. Les individus participent régulièrement à des démarches démocratiques (au niveau de leur habitat, de leur quartier, de leur ville ou de l'État). La voiture électrique s'est fortement développée et elle est partagée avec des systèmes organisés d'autopartage. Le train se développe à la campagne. Les déplacements en avion sont plus coûteux (par exemple via une taxe carbone). Les individus continuent de partir en vacances quand ils en ont les moyens financiers, le plus souvent en voiture électrique ou en train et en France. Le scénario 2 est celui d'une forte relocalisation de l'industrie dans les villes moyennes. Les individus travaillent plus près de chez eux. Le chômage est bas. Les individus paient des impôts plus importants en échange de plus d'emploi et de plus de services publics. Concernant la consommation, les individus achètent moins de biens neufs et partagent ce qu'ils peuvent. Les objets sont conçus pour être plus résistants car destinés à durer longtemps et à être utilisés par plusieurs personnes. L'alimentation est plus saine (locale, bio, non-transformée, moins de protéines animales), pour des raisons environnementales mais aussi pour des préoccupations de santé. Les individus font plus attention à leur santé, avec une forte politique de prévention, et la pratique régulière d'un sport est devenue la norme.

RÉSUMÉ DU SCÉNARIO 3 PRÉSENTÉ AUX RÉPONDANTS

Le troisième scénario est celui de la croissance verte. Les individus habitent dans des logements individuels neufs ou rénovés, bien isolés et équipés de panneaux photovoltaïques. Ils suivent des règles strictes sur l'usage de leur logement, via des outils connectés leur indiquant lorsque leur consommation dépasse un certain seuil. La production d'énergie à grande échelle impacte le paysage (EnR, forêt, centrales nucléaires). On se déplace à peu près comme aujourd'hui et l'État soutient financièrement le passage du véhicule thermique au véhicule électrique. Le budget mobilité augmente légèrement. Prendre l'avion coûte plus cher en raison de la taxe carbone associée.

Le pouvoir est centralisé par l'État, qui encadre les activités des entreprises pour répondre aux enjeux environnementaux. L'emploi se développe dans la création d'offres vertes et de l'écoconception. Le développement de la robotisation conduit à la disparition de certains métiers. L'État cherche à accompagner la reconversion pour les métiers qui disparaissent. La population est moins concertée et la participation citoyenne est plus faible. Les individus se préoccupent de leur santé *via* des outils connectés et mangent moins de viande, au profit de protéines végétales, qu'on peut acheter en ligne pour se faire livrer, surtout en ville. Les gens consomment en ligne ou en grande surface et doivent tenir compte des impacts environnementaux des produits (production, acheminement, livraison...), répercutés sur leurs prix. Le tourisme international coûte plus cher du fait de la taxe carbone associée à l'utilisation de l'avion, même si certains sont en partie décarbonés. Les individus cherchent des destinations plus proches, plus durables et moins coûteuses.

RÉSUMÉ DU SCÉNARIO 4 PRÉSENTÉ AUX RÉPONDANTS

Le quatrième scénario est celui du pari technologique. Les individus habitent des logements individuels principalement dans des métropoles ou grandes agglomérations. Les technologies sont utilisées pour automatiser la gestion de la consommation carbone des ménages, échanger avec leurs proches, se divertir, gérer les aliments dans le réfrigérateur. Au détriment d'autres services (aides sociales, santé), l'État investit massivement dans des solutions techniques (par exemple des « aspirateurs à carbone » pour nettoyer l'air saturé de gaz à effet de serre), en plus du développement d'unités de production d'énergie verte et nucléaire. Ces éléments impactent le paysage. L'État soutient l'achat de voitures électriques autonomes. Les individus utilisent le temps de déplacement pour faire autre chose. L'emploi se développe dans les services numériques, le divertissement, les loisirs, le tourisme et la captation/séquestration carbone. L'économie est mondialisée et la robotisation conduit à la disparition de certains métiers. Cela contribue à augmenter les inégalités. Les gens peuvent manger de tout, dont des produits transformés peu périssables. Les personnes fragiles sont accompagnées par des robots et des outils connectés, à défaut de professionnels de santé. Les individus peuvent consommer autant qu'aujourd'hui des produits venant de partout mais l'offre de biens éco-conçus et/ou compensés s'est développée. La compensation renvoie à un mécanisme par lequel une entreprise émettant du carbone pour produire un bien financera ou mènera des projets permettant de compenser les émissions. Par ailleurs, les entreprises ont développé des solutions pour capter et stocker le carbone. Il est toujours possible d'aller en vacances de l'autre côté du globe avec des avions intégrant la compensation carbone au prix du voyage.

8. Références bibliographiques

Pour revenir à la page contenant la première occurrence du renvoi bibliographique au sein du chapitre, cliquez sur le numéro concerné entre crochets.

- [1] **ADEME**, *Société, modes de vie, récits*, p. 47-59, dans *Transition(s) 2050. Choisir maintenant. Agir pour le climat*, Rapport, 2021, 687 pages (<https://transitions2050.ademe.fr/>).
- [2] **Mathieu Saujot, Henri Waisman**, *Mieux représenter les modes de vie dans les perspectives énergie-climat*, IDDRI, Étude n° 02/20, 2020, 42 pages.
- [3] **Mathieu Saujot et al.**, *Pour une meilleure intégration des dimensions sociales et des modes de vie dans les exercices de prospective environnementale*, Étude n° 01/22, 2022, 76 pages.
- [4] **Elioth, Egis Conseil Bâtiments, Quattrolibri et Mana**, *Paris change d'ère, vers la neutralité carbone de Paris en 2050*, Ville de Paris, 2017, 370 pages.
- [5] **EPE**, *ZEN 2050 – Imaginer et construire une France neutre en carbone*, 2019, 88 pages.

FEUILLETON TRANSITION(S) 2050

« **Transition(s) 2050. Choisir maintenant. Agir pour le climat** » est une prospective qui peint quatre chemins cohérents et contrastés pour atteindre la neutralité carbone en France en 2050. Ils visent à articuler les dimensions technico-économiques avec des réflexions sur les transformations de la société qu'elles supposent ou qu'elles suscitent.

Le rapport Transition(s) 2050, première étape de cet exercice, a été publié le 30 novembre 2021. Chaque secteur y est détaillé, à savoir ceux qui relèvent de la consommation, du système productif, de l'offre d'énergie, des ressources et des puits de carbone. Il est complété par des feuillets qui apportent un éclairage supplémentaire, en particulier sur les impacts induits.

C'est l'objet du présent ouvrage qui rend compte de la confrontation des scénarios directement à la perception de 31 citoyens, avec leurs aspirations individuelles et collectives, en les projetant dans les quatre sociétés scénarisées.

L'ensemble de ces publications est le résultat d'un travail de deux ans mené par l'ADEME en interaction avec des partenaires extérieurs afin d'éclairer les décisions à prendre dans les années à venir. Car le but n'est pas de proposer un projet politique, ni « la » bonne trajectoire mais de rassembler des éléments de connaissances techniques, économiques et environnementales afin de faire prendre conscience des implications des choix sociétaux et techniques qu'entraîneront les chemins qui seront choisis.



La version numérique de ce document est conforme aux normes d'accessibilité PDF/UA (ISO 14289-1), WCAG 2.1 niveau AA et RGAA 4.1 à l'exception des critères sur les couleurs. Son ergonomie permet aux personnes handicapées motrices de naviguer à travers ce PDF à l'aide de commandes clavier. Accessible aux personnes déficientes visuelles, il a été balisé de façon à être retranscrit vocalement par les lecteurs d'écran, dans son intégralité, et ce à partir de n'importe quel support informatique.

Version e-accessible par  DocAcess

011797

